

*l'Anti*capitaliste

N°158 | Juillet-août 2024 | 4,5 €

la revue mensuelle du NPA



UNITÉ CONTRE L'EXTRÊME DROITE



PALESTINE : ÉLÉMENTS DE STRATÉGIE POUR NOTRE LUTTE



MAROC : « L'EAU DE FIGUIG N'EST PAS À VENDRE ! »



RIPOSTE DES QUARTIERS CONTRE LE RN

Sommaire

ÉDITORIAL

Antoine Larrache Après les urnes, le temps de la rue 3

PREMIER PLAN

Antoine Larrache et Neva Djelloun Éléments de stratégie pour notre mobilisation pour la Palestine 4

Édouard Soulier Deux États, un État, contre l'État : quelle perspective en Palestine ? 8

Mustapha Ibrahim Maroc : « L'eau de Figuig n'est pas à vendre ! » 11

DOSSIER

Commission nationale antifasciste Du Front national au RN 13

Commission nationale antifasciste De la dédramatisation aux élections 2024 16

Aurélienne Anne Thos L'extrême droite et les femmes 19

Fabrizio Burattini L'Italie de Giorgia Meloni et ce qu'elle peut apprendre à la droite française 22

Julian Mischi Comment l'extrême droite française prospère au détriment de la gauche 25

Hafiza B. Kreje et Édouard Soulier Le vote RN : le pouvoir structurant du racisme 29

MÉDIAS

Hélène Marra La bataille de l'hégémonie : les médias, l'extrême droite et nous 31

FOCUS

Édouard Soulier et Louisa D Riposte des quartiers contre le RN 36

Retrouvez notre revue sur sa page du site *L'Anticapitaliste* : <https://lanticapitaliste.org/presse/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Couverture: © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas



Paris, 15 juin 2024, manifestation contre l'extrême droite.
© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

NPA

l'Anticapitaliste

S'ABONNER

PAR CHÈQUE

à l'ordre de: NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex
France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail :
<http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <https://lanticapitaliste.org/abonnement>

Tarif standard		
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre	
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre	

l'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA - l'Anticapitaliste

Comité de rédaction:

Fabienne Dolet, Raphaël Greggan, Thierry Labica, Antoine Larrache, Maya Lavault, Hélène Marra, Robert Pelletier, Laurent Ripart, Édouard Soulier.

Pour contacter la rédaction :
contact-revue@npa2009.org

Directrice de la publication:

Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction:

Antoine Larrache

Diffusion:

diffusion.presse@npa2009.org

Administration:

01 48 70 42 30
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire:

0519 P 11509

Numéro ISSN:

2269-370X

Société éditrice:

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage:

3 000 exemplaires

Maquette et impression:

Rotographie, Montreuil-sous-Bois

Tél.: 01 48 70 42 21

Fax: 01 48 59 23 28

Mail: rotoimp@wanadoo.fr

Après les urnes, le temps de la rue

PAR ANTOINE LARRACHE

Le résultat inattendu du Nouveau Front populaire aux élections législatives constitue un immense encouragement. Mais l'enlèvement de cet été démontre d'un autre côté que la solution à la situation actuelle se situe plus que jamais dans la rue.

L'unité réalisée en quelques semaines par la gauche, « de Poutou à Hollande » – et même avec l'UCL et les syndicats –, est une forme de reconstitution éclair d'une structuration politique de la classe ouvrière. Comme lors des législatives de 2022 avec la NUPES, comme pendant la dernière bataille pour les retraites, les organisations ont su s'unir, sous la pression des attaques mises en place par la classe dominante et de la poussée de l'extrême droite. C'est un élément très positif, qui donne courage aux classes populaires et dans les organisations, qui reconstruit le goût de l'organisation collective et des batailles militantes.

SORTIR DE L'IMPASSE

Mais cette unité n'a évidemment pas résolu grand-chose. En effet, le score de l'extrême droite n'en a été que faiblement diminué, et il est resté très haut avec 11 millions de voix pour l'extrême droite (9,5 millions pour la gauche, 9 millions pour la droite classique). Le danger de l'extrême droite, d'une alliance entre politiciens fascistes, bourgeoisie et forces de police, est toujours menaçant.

De plus, les désaccords au sein de la gauche en font une force difficilement capable d'apporter une solution à la situation. La paralysie autour de la proposition d'un·e Premier·e ministre montre deux écueils très dangereux : l'électorisme qui conduit à vouloir absolument une candidature proche de son écurie pour préparer les municipales de 2026 et surtout la présidentielle de 2027, la volonté d'une partie de la gauche de trouver un accord avec une partie au moins des macronistes. Ces deux orientations nous mènent dans le mur.

En effet, Macron n'attend pas, il poursuit sa politique de casse sociale avec

un décret permettant aux patrons viticulteurs de suspendre le repos hebdomadaire pendant les vendanges, avec la demande de Bruno Le Maire aux ministères de réaliser 5 milliards d'euros d'économies, et tandis que l'Union européenne, et la Cour des comptes dans la foulée, mettent en garde le futur gouvernement « pour déficit public excessif ».

Macron réalise un semi-coup d'État, refusant d'accorder le droit au NFP de former un gouvernement, reconduisant sa politique. Qui sait où cela mènera, avec une Assemblée nationale dans laquelle différentes alliances sont possibles.

APPLIQUER LE PROGRAMME DU NOUVEAU FRONT POPULAIRE

Pour nous, l'essentiel est de faire appliquer le programme du Nouveau Front populaire : le SMIC à 1 600 euros net et les autres augmentations de revenus, l'abrogation de la réforme des retraites et des réformes de l'assurance chômage, l'abrogation de la loi immigration et la régularisation des travailleurs, des étudiants et des parents d'enfants scolarisés, l'abaissement du nombre d'élèves à 19 par classe, la suspension des projets d'autoroutes, de mégabassines, l'abandon de ParcoursSup, etc. Mais aussi de rompre avec « le soutien coupable du gouvernement français au gouvernement suprémaciste d'extrême droite de Nétanyahou ».

Ces mesures ne changeraient pas radicalement

la situation, mais elles permettraient d'améliorer significativement les conditions de vie de la population et ouvrieraient une période de contre-offensive sociale. De plus, il faut poser le problème de la démocratie dans le pays, du fait que la V^e République permette au Président de bafouer de nombreux droits démocratiques, et il faut revendiquer une assemblée constituante.

Pour cela, il est nécessaire que le NFP se maintienne. Des actions ont lieu dès juillet, ce qui permet de maintenir la pression sur le pouvoir, et sur les appareils qui ne demanderaient pas mieux qu'un retour à une illusoire stabilité.

De toutes nos forces, sur les éléments du programme, nous voulons œuvrer à construire le NFP à la base, avec les partis, les syndicats, tous les collectifs militants de gauche, pour organiser une rentrée de luttes, avec des assemblées populaires à la base, des grèves, des actions de blocage. Le temps des urnes est derrière nous, la bataille parlementaire ne peut pas réussir sans rapport de force ; c'est notre rôle de construire ce dernier, pour engager concrètement la contre-offensive contre Macron et l'extrême droite. □



Paris, le 30 juin 2024. Rassemblement et manifestation après le premier tour des élections législatives. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

Éléments de stratégie pour notre mobilisation pour la Palestine

PAR ANTOINE LARRACHE ET NEVA DJELLOUN

La guerre à Gaza dure depuis 10 mois. Une guerre génocidaire dont les enjeux sont multiples. Notre responsabilité est importante dans la trajectoire de la résistance internationale.

Si l'on parle de génocide, ce n'est pas pour des raisons politiques, mais en raison des caractéristiques concrètes de cette guerre. Celle-ci est totalement asymétrique, notamment pour ce qui concerne l'armement à disposition des forces en présence. Mais c'est surtout le rapport à la mort qui est décisif. Environ 40 000 mort-es ont été compté-es parmi les Gazaoui-es, ce qui signifie que le nombre réel est probablement au moins triple, d'après divers spécialistes de ce type de conflit. Une étude a récemment conclu que 185 000 mort-es sont déjà effectives ou programmées, soit 8 % de la population de Gaza. À comparer avec le chiffre de 650 à 700 soldats israéliens tués (dont 17 % par leur propre armée¹...). De plus, 1,9 million de personnes ont été déplacé-es.

Le caractère génocidaire est aussi lié à la volonté d'éradiquer la population palestinienne de Gaza : en 4 mois, autant d'enfants avaient été tués qu'en 4 ans dans le monde entier ; la mortalité des enfants et des femmes correspond à la perspective d'empêcher la population de se reproduire, à l'enjeu démographique toujours présent dans le contexte d'une colonisation de peuplement. Tandis que la destruction de Gaza rend impossible d'y habiter de nouveau, Israël cherche donc à empêcher tout repeuplement de Gaza par des Palestiniennes et pousse déjà des colons à s'y installer. Cette politique s'inscrit dans l'objectif du Grand Israël promu par l'extrême droite sioniste, qui veut expulser tou-ttes les Palestinien-nés

du territoire. Cette offensive se combine avec les attaques au Liban et l'exigence israélienne de la démilitarisation d'une zone de 10 km au Liban à la frontière avec Israël. Le Grand Israël et les politiques anti-palestiniennes s'inscrivent plus largement dans la volonté étatsunienne de contrôler la région, dans le cadre de la réorganisation du monde.

LA MAIN DE L'IMPÉRIALISME

Michel Warschawski présente le rapport entre les États-Unis et Israël avec la métaphore d'un chien avec sa queue, où la queue fait bouger le chien. Cela permet de lier deux dimensions. La première est qu'Israël n'est qu'un appendice des États-Unis, et dépend totalement de son financement : depuis 1948, ce sont 318 milliards de dollars qui ont

été transférés, dont 158 milliards d'aide militaire, et 3,8 en 2023. Tandis que l'Allemagne a vendu pour 326 millions d'euros d'armes à Israël en 2023 et la France 208 millions depuis 2013. Les États-Unis ont réussi à contrôler les pays arabes de la région par le biais de régimes dictatoriaux, notamment à la suite de la répression des révolutions arabes, et imposé une « normalisation » de leurs relations avec Israël, c'est-à-dire un alignement sur l'impérialisme et son outil. Cet alignement a eu pour corollaire le renoncement de la France à une politique impérialiste alternative à celle des États-Unis dans la région.

Mais, et c'est le deuxième élément de la métaphore, cette domination des États-Unis sur Israël n'enlève pas une certaine autonomie de l'État sioniste et sa



Ambulance détruite à Shuja'iyya, dans la bande de Gaza. © Boris Niehaus – CC BY-SA 4.0

capacité à forcer les impérialistes à des mouvements. Ceux-ci n'ont en effet pas d'autre choix que de suivre les orientations du pouvoir d'extrême droite, y compris dans ce qu'ils considèrent comme excessif pour leurs intérêts, car ceux-ci sont en retour dépendants de leur seul outil fiable dans la région.

LE POTENTIEL POLITIQUE DES MOBILISATIONS

Nous faisons donc face à un ennemi gigantesque, puisque nous ne nous battons pas en réalité contre Netanyahu et Israël, mais contre le bras armé incontrôlable des États-Unis. Cependant, nous avons de réels points d'appui dans cette bataille.

Le premier, souvent sous-estimé en raison de l'asymétrie du combat, est la résistance sur place. Ainsi, depuis le début de l'intervention, plusieurs centaines de chars israéliens auraient été détruits, si l'on recoupe diverses informations. Cette résistance militaire permet de ralentir l'avancée guerrière d'Israël et entraîne des coûts exorbitants. La question des otages est complexe : nous sommes dans l'absolu contre les prises d'otages mais, dans le contexte, il faut comprendre que les centaines d'otages israélien-nes pris par les Palestinien-nes ne posent pas plus de problèmes politiques que les milliers de prisonnier-es enfermés par Israël, et que les otages ont servi de monnaie d'échange pour obtenir des cessez-le-feu ou la libération de Palestinien-nes.

Le second, ce sont les mobilisations qui ont lieu dans les pays arabes. Malgré la répression, des manifestations y ont, en particulier en Jordanie, pays dont la population est en grande partie d'origine palestinienne. Amnesty International déclarait le 11 avril 2024 que « depuis le 7 octobre 2023, les autorités jordaniennes ont arrêté au moins 1 500 personnes, et environ 500 d'entre elles sont détenues depuis le mois de mars ». Dans les pays arabes et en Afrique du Nord, les actions de solidarité sont interdites, ce qui montre en miroir leur potentiel de déstabilisation, la possibilité pour les populations de renouer avec les révolutions arabes ou le hirak algérien.

Enfin, dans les pays impérialistes, nous avons assisté au plus grand mouvement de solidarité internationale depuis la guerre du Vietnam, même s'il connaît actuellement un reflux. Aux États-Unis,

le pouvoir de Biden a été mis en grande difficulté, et le maintien de son orientation de soutien à Israël va certainement être un facteur décisif de sa défaite. Et pourtant, il n'y a pas d'intervention directe d'un pays occidental, avec l'envoi de troupes et l'émoi provoqué par le retour des soldats blessés et des corps des morts. Le mouvement étudiant mondial a permis, au printemps, de donner un second souffle à la lutte. Globalement, on assiste à une politisation importante sur ce sujet, dans le monde entier, comme on n'en avait pas vu depuis des années.

En particulier, cette mobilisation a constitué un événement politique remarquable dans l'alliance des classes populaires : dans la plupart des pays, les personnes racisées, en particulier les jeunes et les femmes, se sont mobilisés-es comme rarement. En France, par exemple, cela a permis de reconstruire une fierté et une capacité d'agir après les violences policières et racistes et la répression contre les manifestations qui s'y opposaient, après l'attaque islamophobe autour de l'abaya, et dans le contexte de la montée de l'extrême droite.

Après plus de dix ans d'atonie, la mobilisation pour la Palestine s'est reconstruite, et elle redevient un symbole de la résistance à l'impérialisme.

LES FUITES EN AVANT DES POUVOIRS

La répression, dans tous les pays du monde, montre le potentiel politique des mobilisations pour la Palestine. Aux États-Unis, les étudiant-es ont été attaqués-es par la police et par des groupes sionistes. En France les manifestations ont été longtemps interdites, réprimées, puis découragées. En France et en Allemagne, une pression politique immense s'abat sur les secteurs mobilisés. Il ne s'agit pas seulement des franges les plus combatives, mais de toute voix dissonante : les universitaires, les député-es sont autant assailli-es, interdit-es, dénoncé-es que les collectifs militants de base. En France, l'offensive politique est permanente depuis le 7 octobre, et s'est poursuivie dans toute la presse (aussi bien écrite que télévisée), avec l'invitation de Netanyahu au journal de TF1, l'invitation de Biden en juin, le licenciement de Guillaume Meurice pour avoir traité Netanyahu de « sorte de nazi, mais sans prépuce ».

La chantage à l'antisémitisme a fortement pesé, puisqu'il a contribué à

paralyser les organisations syndicales, terrifiées dans un premier temps par les menaces de poursuites judiciaires pour appologie du terrorisme puis de devoir affronter ceux et celles de leurs adhérent-es qui seraient sensibles aux arguments sur le caractère terroriste du Hamas ou sur le prétendu antisémitisme des mobilisations et de la résistance. Dans toute la gauche ont été relayés des arguments prétendant que l'antisémitisme serait croissant en France ou que les mobilisations pour la Palestine l'encourageraient. Des sondages Ifop pour l'UEJF et SOS-Racisme, d'une part, AJC Paris et Fondapol, d'autre part, donnent pourtant des informations inverses. Ces sondages montrent une augmentation temporaire des actes antisémites, des passages à l'acte, mais plutôt une diminution de l'antisémitisme. Selon le premier sondage, à la question « Pour chacune de ces catégories de personnes, dites-moi si vous trouvez qu'elles sont trop nombreuses en France ? », concernant les juifs, il y avait 13 % de oui en 1956, 16 % en 2014 et 8 % en 2021. En avril 2024, le second sondage pose la question « Pour chacune de ces catégories ou groupes de personnes, dites-moi si vous éprouvez à son égard plutôt de la sympathie, plutôt de l'antipathie ou ni sympathie ni antipathie ? ». La question n'est pas la même mais 6 % des sondés pensent qu'il y a trop de juifs. C'est bien sûr encore trop mais, pour les Maghrébins, c'est 22 %, pour les musulmans 26 %, pour les Roms 35 %. Le sondage informe également qu'après le 7 octobre, le « volume de propos antisionistes est bien plus important que celui des propos à caractère antisémite. Alors que le volume de propos antisémites retrouve en à peine un mois son niveau habituel, le volume de propos antisionistes se maintient à un niveau particulièrement élevé » (le sondage ne donne pas de chiffres permettant d'étudier la différence entre les propos, notamment sur internet, et les violences physiques ou les insultes). Repris également par l'extrême droite (pourtant principale source historique de l'antisémitisme en France...), le chantage à l'antisémitisme a eu un rôle particulièrement néfaste pour la mobilisation.



LES DIFFICULTÉS DE NETANYAHOU ET SES ALLIÉS

Cependant, le soutien au génocide coûte cher. Un sondage Ifop pour le Crif, en avril 2024, montre que la « sympathie pour Israël » a diminué de 37 à 23 % entre octobre 2023 et avril 2024... alors que le regard sur les « actes du Hamas commis le 7 octobre » n'a pas changé, n'est pas plus clément. À la question « Êtes-vous satisfait ou mécontent de l'attitude et des prises de position des personnalités politiques suivantes sur la situation en Israël et sur la bande de Gaza depuis l'attaque du Hamas ? », pour Emmanuel Macron, la satisfaction passe de 49 à 38 % sur la même période (sans que le sondage précise pour quelle raison cependant, mais on peut supposer que les 10 % d'évolution, dans les deux questions, sont liés entre eux).

Même si on constate un essoufflement de la mobilisation de masse, il semble qu'un secteur conséquent de la population a compris et rejette la politique de Macron, et le phénomène semble similaire dans les autres pays.

Biden est mis en grande difficulté par la mobilisation, qui sape une partie importante de son soutien, avec le mouvement des « non-engagé-es », ces Américain-es qui refusent de soutenir « Genocide Joe » pour la présidentielle de 2024.

Netanyahou lui-même est déstabilisé, chaque mois un peu plus : par les mobilisations des familles d'otages qui lui demandent de trouver une solution, par la démission en juin de Benny Gantz et Gadi Eisenkot du cabinet de guerre, lequel a été dissous depuis mi-juin. Benny Gantz ne vaut pas mieux que Netanyahou, il propose de négocier une trêve débouchant sur la libération des otages avant de relancer une guerre qui durerait « des années »². De nombreuses voix s'élèvent pour réclamer des élections législatives anticipées, qui sont prévues seulement en 2026. Netanyahou, visé depuis des années pour des affaires de corruption, devrait être en grande difficulté pour ces élections.

Il ne s'agit pas de considérer que tel ou tel dirigeant serait plus favorable aux Palestinien-nes que les autres – les plus influents sont tous d'extrême droite –, mais les divisions au sein du camp du génocide doivent être

considérées comme des points d'appui affaiblissant l'adversaire.

L'ENJEU DES MOBILISATIONS POUR NOUS

La première raison est évidente, il s'agit de l'enjeu humain, avec les centaines de milliers de morts causées par la guerre, et la menace raciste et fasciste incluse dans ce conflit basé sur un nettoyage ethnique et une idéologie suprémaciste. Nous voulons à tout prix arrêter ce génocide par tous les moyens dont nous disposons. Cela permet de se battre concrètement contre le fascisme et le racisme là-bas, mais aussi ici, car il y a partout des répercussions à cette guerre et l'augmentation du racisme et de l'islamophobie en France explique en partie le changement de paradigme diplomatique de la France par rapport à la situation sur place.

La deuxième raison est un enjeu plus global de déstabilisation de l'impérialisme : la Palestine est un élément-clé dans les rapports de force au Moyen-Orient³, sur la possibilité de relancer des révolutions arabes, une révolte contre les régimes qui collaborent avec Israël, et ainsi une rébellion contre l'impérialisme dans toute la zone, notamment pour ce qui concerne les rapports économiques et énergétiques avec les pays occidentaux.

Enfin, cette mobilisation revêt un caractère particulièrement important et enthousiasmant pour nous (malgré la gravité de la situation bien sûr), dans le contexte politique globalement très difficile : il s'agit de la mise en mouvement des classes populaires, et des personnes racisées notamment, des quartiers populaires. Ce sujet permet une politisation en France d'une partie de la population qui d'habitude est écartée des discussions politiques qui les touchent pourtant de plein fouet. Ce sentiment de révolte peut s'exprimer à travers l'injustice que vit le peuple palestinien.

NOS TÂCHES DANS CETTE PÉRIODE ET CE MOUVEMENT

Malgré le reflux de la mobilisation ces dernières semaines, la continuité du génocide provoquera inévitablement de nouvelles mobilisations et ne change pas nos tâches générales. Nous considérons comme une tâche essentielle la construction de collectifs par en bas, pas seulement des cartels ou des cadres unitaires d'organisations. Ceux-ci ne

permettent pas d'associer les personnes non organisées, en particulier dans les classes populaires, pas forcément habituées à s'organiser collectivement. Nous construisons Urgence Palestine comme une coordination de ces collectifs, quelle que soit leur dénomination locale. Participer aux cortèges, aux assemblées plénières, aux coordinations permet de faire des expériences militantes avec des milliers de personnes, dont certaines s'organisent pour la première fois, d'apprendre avec elles comment on anime une manifestation, un service d'ordre, une réunion, etc. Les manifs et les actions sont des moments politiques, pas de simples exutoires, car on reprend des slogans, on y écoute des interventions, on y discute, on collecte de l'argent ou des coordonnées, etc.

Nous nous inscrivons dans un soutien inconditionnel au peuple palestinien et à la résistance. Ce n'est pas parce que nous soutenons la résistance aux massacres subis par les Palestinien-nes que nous défendons le projet politique du Hamas. Mais nous considérons que c'est aux Palestinien-nes de choisir leur direction, de se donner les moyens d'en changer, et que notre soutien inconditionnel est la meilleure façon de les y aider. Nous soutenons donc, comme autrefois en Algérie et au Vietnam, la résistance, y compris armée. Nous développons cependant une perspective politique à laquelle nous croyons : le simple mot d'ordre de cessez-le-feu ne suffit pas, les Palestiniens ne veulent pas le retour à un *statu quo*, ils veulent la fin de la colonisation, la possibilité de retourner sur leurs terres. Nous défendons donc le démantèlement de l'État d'Israël, un État fondé sur des bases racistes, et la perspective d'un État laïc et démocratique, de la mer au Jourdain, et sur la base d'un mouvement populaire de masse et régional. Nous ne voulons pas bien sûr « mettre les juifs à la mer » ou ailleurs, notre vision est que, comme par le passé, les différentes composantes du peuple palestinien, que soient leur religion et leur origine, puissent vivre ensemble, sans discriminations, à égalité politique et sociale.

AIDER À CONSTRUIRE UNE DIRECTION PALESTINIENNE

Dans ce combat, nous avons pour responsabilité d'encourager et de soutenir la construction d'une direction palestinienne alternative de celle du



Paris, 13 janvier 2024, manifestation contre les violences sexuelles et sexistes. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

Hamas et du Fatah, noyé dans l'Autorité palestinienne qui collabore avec Israël. C'est de ce point de vue que nous travaillons en France avec le groupe Boussole Palestine, un groupe de Palestinien·nes au centre d'Urgence Palestine, dont Omar Alsoumi, Ramy Shaath et Salah Hamouri font partie, et qui partage avec nous un tel projet⁴. Avec ces camarades, nous partageons d'ailleurs un point de vue sur l'articulation entre la question de la Palestine et les autres questions, en particulier le racisme. Notre lutte est antiraciste, antifasciste, anticoloniale et anti-impérialiste dans ses fondements mêmes. Mais cela ne signifie pas que cette vision est consciente pour les personnes prêtes à se mobiliser : beaucoup agissent contre l'horreur, contre le génocide, parce qu'on tue des enfants par dizaines de milliers. Parmi celles-ci, certaines peuvent croire à la fable de la nécessité d'un État juif (donc être concrètement sionistes, sans le savoir), d'autres avoir de très nombreuses illusions sur le rôle de la France dans le monde, ou sur les organisations de gauche, et ce n'est pas grave. Nous voulons un mouvement large. Ce qui nécessite de mettre au centre les revendications sur la Palestine. Cela n'empêche pas de participer à d'autres actions antiracistes, anticolonialistes, contre le RN, etc., mais en prenant en compte le danger, très grave dans la situation, de s'éparpiller ou de s'isoler.

MENER DES BATAILLES POLITIQUES

Construire un tel mouvement, à contre-courant de l'idéologie dominante et des médias, nécessite de mener de

nombreuses batailles, parfois très difficiles. Ainsi, les syndicats français sont très peu mobilisés. Pourtant, il est possible d'agir concrètement et simplement, que ce soit avec des motions de solidarité avec les syndicats palestiniens, la question de l'armement, ou le boycott. Dans plusieurs pays, des actions ont été réalisées dans les ports, auprès des usines d'armement, avec un certain succès politique. Un autre action relativement facile est celle du boycott, une fois vaincus les arguments moralisateurs sur le dialogue entre les peuples, notamment grâce à l'exemple historique de l'Afrique du Sud, et de l'efficacité sur Puma ou les résultats financiers de Carrefour. La campagne BDS donne tous les outils nécessaires, les priorités, et est forte d'une grande légitimité, pour organiser des actions des plus simples (diffusion ou collage d'autocollants) aux plus offensives.

En septembre se posera aussi de façon cruciale la question de la jeunesse. En effet, une partie de celle-ci s'est investie autour des occupations, et les massacres de l'été peuvent enfin faire basculer une frange significative dans l'action. En s'appuyant sur les activités menées dans les universités, les quelques blocages de lycées et surtout la préoccupation qui existe dans les quartiers populaires, notamment chez les jeunes femmes, il y a un potentiel de mobilisation important.

Enfin, il n'est pas honteux de se poser la question de construire notre organisation dans cette bataille. Pas comme le font certaines organisations dont les actions et les orientations ne sont pas déterminées par les intérêts généraux

du mouvement et des Palestinien·nes, mais par les gains que ces organisations espèrent obtenir. Les orientations sont au service de leur construction, au lieu que ce soit l'inverse, que l'organisation soit au service d'idées, d'objectifs politiques et militants. On peut commettre des erreurs, mais on les fait avec les personnes mobilisées, pour le mouvement, pas pour des intérêts sectaires. Pour nous, un organisation concrète des liens politiques autour d'idées, on s'organise pour rendre plus efficace la défense de ces idées. D'ailleurs, essentiellement, dans un mouvement qui fait face à de grandes difficultés, à l'appareil d'État, et est assez isolé, cliver est criminel, la priorité

est de mettre son organisation au service du mouvement : nous partageons nos analyses, nos réseaux internationaux, nos capacités militantes et organisationnelles (sonos, expérience des mouvements, capacité à imprimer un tract, à organiser une réunion, etc.) pour construire. Avec sincérité, sans cacher nos orientations. De ce point de vue, un travail reste nécessaire pour articuler la construction du mouvement, y compris sa dimension révolutionnaire régionale et internationale, avec notre vision en termes de classes sociales. Notre stratégie internationaliste ne se limite pas à la solidarité et au combat, elle revêt aussi un caractère de coopération entre les peuples, pour la destruction à terme des États. Mais dans l'état actuel des rapports de forces, il s'agit d'une réflexion essentiellement théorique et abstraite. □

1) « Conflit Israël-Hamas : 17 % des soldats israéliens morts dans la bande de Gaza ont été tués par leur propre armée », France Info, 1^{er} janvier 2024.

2) « En Israël, Benjamin Nétanyahou dissout le cabinet de guerre », Louis Imbert, 18 juin 2024, Le Monde.

3) Le terme de Moyen-Orient doit être utilisé en connaissance de cause, avec un regard critique : ce concept inventé par le Royaume-Uni date du 19^e siècle, dans la continuité de sa volonté colonisatrice et impérialiste au Proche-Orient, plus près du Royaume-Uni, par opposition au Moyen-Orient, un peu plus loin, et à l'Extrême-Orient. Des termes qui n'ont d'ailleurs pas toujours désigné exactement les mêmes territoires. Aujourd'hui, le Proche-Orient désigne généralement la Turquie, la Syrie, le Liban, la Palestine et Israël, et l'Égypte, et le Moyen-Orient la Jordanie, l'Irak, l'Iran, l'Afghanistan, l'Arabie Saoudite, le Yémen, Oman et les Émirats arabes unis. En anglais, toute cette région est désignée par le terme Middle East, que nous reprenons ici.

4) Voir « À Gaza, au Caire, à Paris, construire une direction palestinienne », entretien avec Ramy Shaath, Inprecor, juin 2024.

Deux États, un État, contre l'État : quelle perspective en Palestine ?

PAR ÉDOUARD SOULIER

Après près de neuf mois de génocide à Gaza et une accélération sans précédent de la colonisation en Cisjordanie, jamais la paix et la justice pour les Palestiniens n'ont semblé si loin. Pourtant cette situation d'injustice est intolérable : l'humanité ne devrait pas laisser faire un génocide. L'arrêt du massacre et la reconstruction de Gaza sont évidemment des demandes immédiates qui ont la priorité sur toute autre considération.

Cependant, l'idée ici est de réfléchir aux possibilités d'une solution durable de paix et de justice en Palestine et de poser les termes de ce débat. Il s'agit évidemment de proposer des solutions post-génocide dans un contexte où le rapport de force et la pression sur Israël seraient différents, l'espoir étant de ne pas retourner à la situation antérieure (ou pire que la situation antérieure) mais de voir quelles seraient les options théoriques et pratiques pour envisager des solutions évidemment vues d'ici, mais également basées sur ce que font les différentes composantes de la société civile palestinienne, et possiblement israélienne.

Après 75 ans d'occupation de la Palestine par Israël, dans un contexte de colonisation globale qui a précédé la création d'Israël, après 75 ans d'un régime militaire et d'apartheid, la question du projet national palestinien a été traitée, élaborée et discutée un grand nombre de fois. Et évidemment ce projet a évolué au fil des années en fonction du rapport de force local et international entre le colonisateur et le colonisé. Aucune solution durable ne peut se faire sans prendre en compte le rapport de forces ainsi que les pressions internes et externes sur Israël. Comment modifier ces rapports de forces ? Et comment permettre que les gens qui vont les développer sur place soient en position de construire une solution de paix et de justice durables ?

Il y a une habitude coloniale à établir des plans de paix en dehors des sociétés concernées : dans le contexte des discussions sur le « conflit israélo-palestinien », le débat classique repose sur l'alternative d'une solution « à un État ou deux États ». Cette discussion est importante pour construire un positionnement politique dans le cadre de la solidarité internationale, mais nous devons rappeler qu'elle se positionne de l'extérieur.

SOLUTION DITE « À DEUX ÉTATS »

En ce qui concerne le débat sur les deux États, il faut d'abord souligner que cette « solution » peut être comprise comme le prolongement des accords d'Oslo : signés en 1993, ils sont la référence qui a permis la soi-disant création d'un État palestinien à l'issue de la première Intifada de 1987. Sans insister outre mesure sur ces accords, et avec un recul de 30 ans, on sait maintenant qu'il n'a jamais été possible pour les Palestiniens d'avoir un « vrai » État dans le cadre de ces négociations : jamais l'État d'Israël n'a voulu ni même envisagé la création d'un État palestinien viable. Pour Israël, le but à moyen et court terme était, pour aller vite, de justifier la colonisation en Cisjordanie, territoire occupé d'où Israël ne veut pas partir. Les accords d'Oslo permettaient de mettre en place un plan de gestion de la Cisjordanie développé dans les années 60 – le plan Allon – qui

avait pour objectif d'isoler les Palestiniens dans des enclaves (à l'époque, elles auraient dû être administrées par la Jordanie) autour des grandes villes (Naplouse, Ramallah, Jéricho) et de laisser le reste de la Cisjordanie sous contrôle israélien. Les accords d'Oslo sont d'une certaine manière une adaptation de ce plan, en remplacement de la gestion par une autorité palestinienne ayant le « contrôle » de la sécurité sur ces villes-enclaves.

Depuis ces trente dernières années, la mise en place de ce plan a permis l'augmentation de la colonisation avec presque 800 000 colons (en comptant Jérusalem Est) dans des types variés de colonies. C'est la situation issue de ces accords d'Oslo qui constitue théoriquement la base de discussion quand on parle de « deux États dans les frontières de 67 » : un État israélien à côté d'un État palestinien qui comprendrait la Cisjordanie, Gaza, et Jérusalem Est qui en serait la capitale.

En admettant qu'on arrive à forcer Israël à l'accepter, cette solution pose plein de problèmes. Le premier est que le territoire palestinien tel qu'il est conçu par ces accords correspond à 22% du territoire de la Palestine historique. C'est beaucoup moins que le plan de partage de 1947 pour des populations dix fois moins importantes qu'à l'heure actuelle. L'OLP de Yasser Arafat avait adopté cette stratégie dite du « pied dans la porte », c'est-à-dire consistant à établir un petit

État comme point de départ pour une solution future un peu plus favorable. L'espace vital est donc relativement faible et, en outre, il diminue. En effet, les frontières de 67 ne sont plus qu'un lointain souvenir : près de deux millions de personnes habitent aujourd'hui en Cisjordanie dans des espaces qui sont très restreints par les murs et par la fragmentation du territoire. Gaza a le même type de configuration. Sans oublier qu'il y a également cinq cent mille Palestiniens dans les différents camps de réfugiés dans les pays limitrophes, et presque six millions dans la diaspora. Parler de « frontières de 67 » implique inévitablement que le sort des colonies doit être discuté. Le morcellement du territoire palestinien, l'existence de murs de séparation, etc., sont autant de problèmes qu'il faut poser. Ainsi, parler actuellement de deux États sur la base des accords d'Oslo consisterait en théorie à expulser les 800 000 juifs de Cisjordanie et de Jérusalem Est. Si tout ou partie des colonies restent, on ne parle même plus de 22% du territoire, mais autour de 10%, c'est-à-dire vraiment un territoire minimal avec une fragmentation maximale. Il ne resterait alors que les grandes villes entourées de murs, où s'entasseraient quasiment la totalité des Palestiniens, sans aucune possibilité de s'étendre. La réalité est que quand on parle de deux États, c'est de cela dont il s'agit. Les organisations de gauche et les classes dirigeantes des pays occidentaux qui mettent en avant cette solution ne mentionnent en général pas ces expulsions. Et pour cause, il s'agit plutôt d'une stratégie consistant à repousser la création et l'existence d'un État palestinien à un futur hypothétique qui, compte tenu de la colonisation croissante, sera de plus en plus impossible. En pratique, cette solution est malhonnête et hypocrite : nous devons la dénoncer.

Cela dit, si on écoute la société palestinienne, la solution à deux États rencontre un large succès, comme l'indiquent les sondages effectués depuis plusieurs années. Les Palestiniens souhaitent en majorité un État palestinien pour mettre fin aux exactions et au contrôle militaire, pour vivre en paix et en sécurité. On peut également comprendre qu'ils et elles n'aient pas envie de vivre avec leurs tortionnaires, colons violents et militaires. De l'autre côté, une solution à deux États permettrait d'avoir un État juif. Pour les Israéliens, même s'ils et elles préféreraient juste

que les Palestiniens disparaissent, le soutien à deux États séparés oscille autour de 30% (hors période récente de génocide sur Gaza) – le sondage ajoute la condition que la sécurité soit garantie. Mais pour les Palestiniens, au moins, avoir un État permettrait de mettre fin à l'oppression, à l'apartheid et à l'occupation. Cela correspond évidemment aussi aux grandes revendications du nationalisme arabe : un drapeau, un État reconnu apte à discuter avec les « grands » à l'ONU.

En l'état actuel, il faudrait un rapport de forces très différent pour l'imposer, mais c'est une solution qui peut s'envisager en gardant à l'esprit qu'il faudra une négociation très forte sur les terres, les colonies et leur démantèlement, ainsi que sur Jérusalem. Cela implique des déplacements de population, notamment pour les juifs de Cisjordanie, éventuellement de récupérer d'autres terres ailleurs, et de négocier le droit au retour des réfugiés. Mais à partir du moment où on crée deux États et une frontière, il y a un risque de volonté de déplacement de la frontière, l'État israélien pouvant utiliser cette création pour expulser les Palestiniens de 48 vers « leur » État palestinien. Il faudrait en réalité pouvoir vivre avec un mélange de populations, et donc demander à un futur État palestinien d'intégrer les colonies israéliennes et de vivre avec. Ces colonies, en Cisjordanie, dépendent tellement de la tutelle de l'État d'Israël que ce serait difficile. En outre, les colons font partie des gens qui ont le plus d'exactions à leur actif : ce serait alors cette population que devrait gérer un État palestinien. Il est donc très difficile de concevoir comment un État palestinien pourrait inclure ces colons dans le droit civil palestinien, le statut de colon ne s'accommodant pas bien avec la constitution d'un État décolonisé. La création d'un vrai État palestinien pose ainsi les questions de sa viabilité, de sa contiguïté territoriale, d'un droit effectif de retour, et donc aussi d'une négociation sur la terre et d'un nouveau déplacement de populations, notamment celles des colonies.

SOLUTION À UN ÉTAT

La solution à un État est donc une alternative à envisager. L'avantage (ou l'inconvénient), c'est qu'Israël est déjà *de facto* un seul État. *De facto*, au sens où Israël contrôle tous les territoires palestiniens (ce qui n'était pas le cas avant 1967) et la

vie de toutes les Palestiniens. Il s'agit donc déjà d'une « solution » existante pour les Palestiniens. Mais cette solution n'est viable que s'il s'agit d'un État pour toutes ses habitant·es, et pas seulement celui d'un groupe ethno-racial dominant. On parle donc d'un État démocratique avec les mêmes droits garantis pour tout le monde : une personne égale une voix ; avoir des élections, des partis, une Constitution (Israël n'a pas de Constitution) qui autoriserait et garantirait évidemment le droit de pratiquer sa religion dans la paix et qui punirait de manière très forte l'antisémitisme et le racisme, etc. Un État avec des frontières (Israël n'a pas de frontières). Un État sans apartheid, sans droit différencié selon l'appartenance ethnoreligieuse.

Une telle solution nécessite évidemment de se poser la question du partage du pouvoir. Elle signifie, de fait, la fin de la colonisation et du statut de colon. Elle pose aussi la question du partage des ressources : terre et eau, qui sont précisément le fondement du projet colonial israélien. Cela paraît tellement inaccessible pour les Palestiniens (et en même temps, cela ressemble en fait déjà à leur vie de tous les jours dans le cadre d'un seul État) que cette solution n'a pas beaucoup de soutien.

Elle impliquerait que la fin du statut dominant des juifs se pose de manière accrue dans la société israélienne. Devenir un État du Moyen-Orient et ne plus être une extension de l'Occident est évidemment voué à « décevoir » des milliers, si ce n'est des millions, de personnes qui habitent actuellement en Israël. La « solution » à un seul État pose aussi la question des réparations et de la justice. L'Afrique du Sud avait résolu ce problème par une vague d'amnisties et par la création d'une commission « vérité et réconciliation » pour les crimes commis pendant l'apartheid. Il n'y aura pas de paix tant que cette justice-là n'aura pas eu lieu également pour les Palestiniens.

Cette solution est donc extrêmement difficile à envisager, mais c'est ce dont parlent les Palestiniens sous le slogan « Palestine de la mer au Jourdain ». Côté juif, c'est renoncer à un État juif avec le risque d'être minoritaires dans leur pays. C'est renoncer au sionisme et à un foyer national exclusivement juif. Même si on



peut tout à fait imaginer plein de garanties constitutionnelles à l'existence des juifs dans cet État et certains parlent d'un droit au retour des juifs au même titre qu'un droit au retour des Palestiniens. Plusieurs générations de militant·es solidaires de la cause palestinienne ainsi que plusieurs organisations de droits humains défendent cette solution, avec différentes nuances¹ : un État laïc, un État binational, etc.

Parmi les propositions les plus abouties – mais aussi les plus droitières –, il faut noter l'initiative « Une terre pour tous – deux États, une patrie »² qui est une tentative de ménager la chèvre et le chou (enfin, surtout ménager les Israélien·es). Cette plateforme propose une fédération : deux États avec les frontières de 67, mais avec libre circulation, « des frontières en pointillés » et des droits partagés, notamment celui du retour. Cette solution « à un État et demi » est surtout développée par des responsables politiques en exil et trouve des soutiens aux USA. La plateforme défend une orientation extrêmement libérale, dans l'objectif de créer un pôle économique de « prospérité » au Moyen-Orient avec, côté israélien, des liens étroits avec l'Occident et, côté palestinien, des liens avec la bourgeoisie jordanienne et les monarchies du Golfe.

ALLER PLUS LOIN QUE LA QUESTION DES ÉTATS

La version *business friendly* du slogan « *a land for all* » doit nous permettre de commencer à réfléchir aux solutions politiques au-delà de la lutte de libération nationale. Il y a encore peu de soutiens pour cette dernière solution ; même si, possiblement, ce plan de paix aurait l'oreille de démocrates progressistes aux USA, elle permet de discuter de la suite. En effet, en tant que marxistes décoloniaux, et donc anticapitalistes et anti-impérialistes, nous ne pouvons nous contenter de limiter la lutte à celle de la libération nationale. Si on regarde l'exemple de l'Afrique du Sud, la fin de l'apartheid est une victoire politique énorme : une victoire sur le racisme et sur l'impérialisme (et d'ailleurs à peu près au même moment qu'Oslo). Mais il reste que l'essentiel de la structuration raciale des inégalités et du partage du pouvoir a été conservée : il y a toujours



31 mai 2024, manifestation pour la Palestine à Strasbourg. © Photothèque Rouge

du racisme, il y a aussi toujours des populations appauvries, et ces populations appauvries sont massivement des populations noires. Le pouvoir économique reste concentré essentiellement chez les blancs, même si une bourgeoisie noire s'est développée.

De manière générale, les luttes de libération nationale – même d'inspiration marxiste ou communiste – se sont heurtées au mur de l'impérialisme et n'ont pas réussi (quand cela en était l'objectif affiché, ce qui n'a pas été toujours le cas) à permettre l'émancipation de leur population. Les luttes de libération nationale sont des brèches dans cette domination impériale qui permet donner des espaces pour développer des alternatives décoloniales et révolutionnaires. Ainsi, la perspective post-coloniale en Palestine ne doit pas être celle qui dépend des monarchies du Golfe et des bourgeoisies arabes limitrophes. Au contraire, elle doit s'inspirer, comme elle l'a déjà fait, de mouvements comme les révolutions du printemps arabe de 2011. Une telle dynamique pourrait inspirer une configuration tout à fait différente par rapport à l'Égypte, à la Syrie, à l'Irak, voire au-delà.

La création d'une Palestine démocratique, anti-impérialiste et décoloniale, serait une pression énorme sur les pays voisins comme l'Égypte, sur la Syrie et sur l'Irak. Cela passe par une lutte politique qui remet en cause une bonne partie du système capitaliste, et donc de son État. Alors, être contre l'État constitue une vraie question de transformation de la lutte contre l'apartheid, contre la colonisation, pour la justice, contre le racisme, en une lutte globale

contre l'impérialisme. Cette lutte de soutien au peuple palestinien, dans le contexte de crise du capitalisme et de fascisation de la société, repose alors la question du pouvoir au-delà des aspirations nationales.

Le combat politique actuel contre le fascisme, contre l'extrême droitisement du monde, contre le néolibéralisme, et ainsi contre le capitalisme, est le même que celui qui est mené en partie par les Palestiniens pour un territoire, pour leur existence même, pour leur dignité, contre l'armée, la police et le racisme.

Israël est une colonie européenne qui nous renvoie comme dans un miroir déformant l'image d'un projet de société de domination ethno-raciale et fasciste tel qu'il pourrait advenir en France et en Europe. Le combat contre le racisme et l'islamophobie, comme le soutien aux combats des Palestiniens, permet de faire des liens et de creuser des failles dans l'édifice impérial ici comme là-bas.

Le rôle des révolutionnaires est d'articuler la lutte particulière pour un monde juste pour les Palestiniens – pour tou·tes les Palestiniens, pas uniquement pour une minorité qui prendrait les rênes d'un État palestinien largement inégalitaire – avec notre lutte générale pour un monde plus juste, sans génocide, sans exploitation, sans oppression, et donc contre l'État bourgeois capitaliste et fascisant. □

1) Bernard Avishai and Sam Bahour, "Want Israeli-Palestinian Peace? Try Confederation", The New York Times, 12/02/2021. Ghada Karmi, Israël-Palestine, la solution : un État, trad. É. Hazan, éd. La Fabrique, 2022.

2) Voir le site "A Land for All. Two States One Homeland".

Maroc : « L'eau de Figuig n'est pas à vendre ! »

La mobilisation de la population de l'oasis de Figuig contre la privatisation de l'eau ne se dément pas. Huit mois après son déclenchement, le « hirak » (mouvement en français) de Figuig s'affirme aussi déterminé et inventif dans ses formes de lutte. L'Anticapitaliste a rencontré Mustapha Ibrahimî, du comité de coordination du hirak de Figuig, et frère de Mohammed Ibrahimî, dit « Movo » et unique militant du mouvement actuellement incarcéré en raison de son activisme.

Comment et quand le hirak a-t-il commencé à Figuig ?

Il est important de rappeler que Figuig, oasis marginalisée sur le plan du développement, a connu de nombreux mouvements sociaux pour revendiquer son droit à un développement équitable. Le *hirak* actuel, qui dure depuis plusieurs mois, a débuté le 26 octobre à la suite du vote du conseil municipal refusant d'adhérer au « Groupe Al-Sharq Distribution » d'eau potable et d'électricité, en vertu de la loi 83/21.

Sous la pression de l'autorité de tutelle, une session extraordinaire du conseil a été convoquée, aboutissant à un revirement de décision et à l'acceptation de l'adhésion par 9 voix contre 8. Cette décision, perçue comme une tentative de concéder le contrôle de l'eau à une nouvelle société régionale, a suscité de vives protestations de la population.

Il est important de noter que Figuig gère de manière autonome son eau potable depuis les années 1960, une particularité liée à son patrimoine culturel et historique où l'eau, provenant de sources et d'une nappe phréatique communes, est indissociable de la terre, des palmiers et de la vie de la communauté.

Comment s'organise le comité de coordination du hirak de Figuig ?

Après le déclenchement du mouvement de protestation, un comité de coordination pour la défense de l'eau à Figuig a été formé. Son objectif était d'organiser et de cristalliser les revendications de la population pour revenir sur la décision de concéder l'eau potable et mettre en œuvre toutes les formes de lutte menées par la population. Le comité de coordination est composé d'activistes indépendamment de leur appartenance politique, syndicale

et intellectuelle. C'est un travail bénévole ouvert à tous, qui veille à fixer les dates des manifestations et des sit-in de manière démocratique avec la participation des citoyens et à interagir avec eux à travers des mécanismes de discussion et de consultation quotidiennement, compte tenu de la spécificité des relations sociales imbriquées dans les ksour de l'oasis de Figuig, car la forme sociale contribue à faciliter la communication, la discussion et la cristallisation des formes de lutte.

Est-ce que ce comité organise toute la population ? Comment les femmes sont-elles organisées et représentées dans cette structure ? Il semble que les sit-in nocturnes itinérants soient masculins contrairement aux mobilisations de jour. Comment expliquer cela ?

La forme des sit-in nocturnes itinérants était une réponse à la dissolution du sit-in principal qui a duré deux mois. Cette forme itinérante comporte un rassemblement permanent devant la municipalité. Il est principalement composé d'hommes, en particulier d'activistes. Dans cette forme de lutte nocturne, l'absence des femmes est remarquée et s'explique par la nature traditionnelle de l'oasis et des relations familiales. Quant aux sit-in nocturnes dans les quartiers et les ksour, qui sont périodiques deux fois par semaine, ils connaissent une présence féminine remarquable et active, ressemblant à une sorte de solidarité collective sous diverses formes, tenant compte des traditions de l'oasis comme l'hospitalité (thé et pâtisseries) où les femmes expriment la haute valeur morale de la générosité, même si cela a dérangé beaucoup de ceux qui ne comprennent pas le sens de cette valeur. Les larges discussions entre les citoyen-nes et la préparation des slogans ont indubitablement dérangé certains

intellectuels et médias qui ont considéré cela comme une violation de la loi et une nuisance pour les citoyen-nes, même si la plupart d'entre eux viennent des grandes villes et ne disent mot pour demander que s'arrêtent les nuisances qui les dérangent chez eux. Ce qui les dérange, en réalité, c'est la protestation et le rejet du mépris et de l'humiliation par les habitant-es de Figuig en utilisant leur héritage culturel.

L'oasis de Figuig connaît des formes de lutte variées et étendues, avec une forte participation, en particulier des femmes. Premièrement, les femmes représentent environ 60 % de la structure démographique de l'oasis qui, en raison de sa marginalisation, connaît une émigration massive. Les femmes sont très présentes dans les activités sociales et économiques ; elles travaillent dans les champs et ont une forte relation avec l'eau dans les lavoirs communaux, dits *bahbouha*¹, ce qui leur permet de ressentir le danger qui menacera l'oasis en cas de privatisation de l'eau potable au profit d'une entité non élue dont l'objectif est le profit et non l'eau comme service social².

De plus, les femmes sont présentes en force depuis des années dans les luttes locales (santé, non accès aux terres³), ce qui a conduit à la formation d'une force féminine active et militante, et à l'organisation d'une forte marche féminine en haïk traditionnels, exprimant l'attachement à la terre et aux racines et rejetant toutes les tentatives de marginalisation, de mépris et d'exclusion.

La loi portant création de sociétés régionales concerne-t-elle toutes les régions



du Maroc ? Comment expliquer que la réaction à Figuig ait été si particulière ? Cette mobilisation a soulevé d'autres questions sociales, notamment la question de la santé. Cette question peut-elle être intégrée dans votre lutte ?

Aux termes de la loi 83/21, celle-ci sera appliquée dans quatre régions du Maroc et sera généralisée progressivement, à titre expérimental, peut-être jusqu'en 2027. L'adhésion à ce plan a été rejetée par deux collectivités à l'Est : Jerada et Figuig. Il est à noter que Figuig est l'une des rares municipalités à gérer elle-même l'eau potable, et l'Office national de l'eau potable a tenté à plusieurs reprises de s'approprier ce secteur, mais tous les conseils précédents ont refusé ses demandes, considérant la question de l'eau comme un bien commun avec un aspect particulier pour les habitant-es de Figuig, d'autant plus que le *Journal officiel* stipule que la propriété de l'eau revient aux habitant-es de Figuig. Par ailleurs, l'eau potable et les eaux des sources sont indissociables (même nappe phréatique), et il existe des accords coutumiers entre les conseils précédents et les propriétaires des sources depuis les années 1960. La spécificité de la gestion et de la spécificité de l'oasis, les formes de marginalisation et de mépris, le manque de démocratie participative, et l'intervention brutale des autorités de tutelle : tout cela a poussé la population à protester fortement et à développer une conscience collective pour formuler un cahier de revendications étendu et complet couvrant tous les secteurs et à lutter pour cela à moyen terme et à long terme, c'est-à-dire en demandant justice pour l'oasis et en élaborant des plans de développement complets pour sortir l'oasis de la marginalisation et du mépris.

Neuf membres du conseil municipal ont démissionné pour protester contre le fait que leur vote initial, défavorable à la privatisation, ait été trahi par une manœuvre quelques jours plus tard. Le ministère de l'Intérieur a-t-il mis en place une structure provisoire en attendant de nouvelles élections ? Ces élections représentent-elles une échéance importante pour le mouvement ?

Après la démission des neuf membres qui s'opposaient à la décision, à la suite de nombreuses tentatives pour faire reculer le bureau sur sa décision de concéder l'eau potable, après avoir épuisé toutes les voies

légalles de recours et face à l'absence de réponse, même partielle, aux demandes de l'opposition et de la population, les démissions ont été actées. Finalement, et de manière discrète, la décision de désigner un comité de gestion n'a pas été rendue publique et, selon des sources, certains membres continuent de contrôler le conseil. Jusqu'à présent, nous ne connaissons pas la position officielle et légale du ministère de tutelle conformément à la loi en vigueur. En attendant, la population continue de se mobiliser. Le comité de coordination a réaffirmé qu'il maintient ses revendications légitimes pour le retrait de la décision de céder la gestion de l'eau potable, en plus de la libération du détenu Mohamed Ibrahim et l'ouverture d'un débat sérieux sur toutes les questions.

La lutte sont devenues quasi quotidiennes à Figuig. La solidarité s'est fortement exprimée en début d'année. Où en est le comité national de soutien au mouvement de Figuig ?

Le mouvement de Figuig a bénéficié d'un large soutien, tant au niveau national qu'international, qui ne cesse de croître malgré un léger essoufflement dû à la durée du conflit. De nombreux comités de soutien ont été créés, notamment à l'échelle locale et régionale, et des personnalités politiques, comme une parlementaire de la Fédération de la gauche démocratique, se sont rendues sur place pour exprimer leur solidarité. Des événements d'envergure, tels que la réunion organisée à Rabat par la coalition des associations des droits humains, ont également contribué à amplifier la visibilité du mouvement et à rallier de nouveaux soutiens. Les nombreuses déclarations d'associations de défense des droits humains ont aussi joué un rôle crucial dans cette mobilisation.

Cette vague de solidarité, loin de faiblir, semble irriter les partisans de la privatisation, qui malgré l'utilisation de l'appareil d'État et de campagnes de propagande visant à discréditer le mouvement et les revendications de la population, n'ont pas réussi à étouffer la contestation.

Dans quelles conditions votre frère est-il incarcéré ? Sa condamnation a-t-elle eu un effet dissuasif sur la population ou, au contraire, a-t-elle renforcé sa détermination à poursuivre la lutte ? Cette tentative de répression, marquée par le non-lieu prononcé à l'encontre de la femme arrêtée en même temps que lui, a-t-elle été suivie d'autres tentatives

visant à étouffer le mouvement ? Quelle est la stratégie du pouvoir ?

On peut considérer l'arrestation de Mohamed Ibrahim, connu sous le nom de « Movo », comme celle de l'un des visages éminents du mouvement de Figuig et de la plupart des manifestations qu'a connues l'oasis, où il était connu pour son militantisme et sa présence quotidienne dans la défense des causes de la population. C'est pourquoi il était ciblé depuis longtemps. Les autorités ont exploité un incident entre une citoyenne qui demandait un permis pour creuser un puits, permis qui avait été refusé par le « pacha » de l'oasis. Movo est intervenu pour l'aider après qu'elle a été violentée par le pacha, ce qui a attisé la protestation. Cet incident a été utilisé pour le jeter en prison sous prétexte d'insulte à un fonctionnaire et d'incitation contre les autorités. Il a été condamné à 8 mois de prison fermes avec une amende de 1 000 dirhams. Quant à la citoyenne Halima Zaid, elle a été condamnée à 6 mois de prison avec sursis et à une amende de 2 000 dirhams. Il est à noter que la population a mené une action de solidarité en utilisant les formes traditionnelles de solidarité de l'oasis en collectant un dirham par citoyen pour payer l'amende, exprimant ainsi sa solidarité avec le détenu du mouvement de manière forte, humaine et active.

Quels soutiens attendez-vous ?

Nous sommes fiers du soutien national et international apporté par Attac Maroc pour faire connaître et soutenir le mouvement de Figuig. Nous espérons l'élargir et le faire connaître davantage dans les médias du monde entier, et faire du slogan du mouvement de Figuig un slogan international : « *L'eau de Figuig n'est pas à vendre !* » □

Propos recueillis par Hassan Aglal et Luiza Toscane, traduits de l'arabe par Rafik Khalfaoui.

1) Les lavoirs communaux, dits « bahbouha », sont des espaces de convivialité où les femmes se retrouvaient pour se laver et faire la lessive. Cependant, nombre d'entre eux ont fermé, soit par manque d'entretien, soit en raison du risque de pollution de l'eau utilisée pour l'irrigation des cultures.

2) Luiza Toscane, « Maroc : à Figuig, les femmes en lutte pour le bien commun », *L'Anticapitaliste* n° 699 du 14 mars 2024.

3) En 2021, l'Algérie a fermé la frontière et interdit aux frontaliers de Figuig de se rendre sur leurs terres, la fin d'une tolérance qui a déclenché un mouvement de protestation, notamment des femmes (NDLR) ; Se reporter à l'article « L'oasis de Figuig fait les frais des tensions entre le Maroc et l'Algérie », *Le Monde*, 22 mars 2021.

Du Front national au RN

PAR LA COMMISSION NATIONALE ANTIFASCISTE

En octobre 1972, le Front National est créé pour incarner la « droite nationale, sociale et populaire », barrer « la route au Front populaire » et « chasser les voleurs du pouvoir ».

Toute ressemblance serait purement fortuite, 52 ans plus tard... il est vrai que Marine Le Pen affirmait en 2013 : « nous ne sommes absolument pas un parti de droite, ceux qui le pensent font une erreur d'analyse totale ». Si le Rassemblement national n'est indéniablement plus le Front national pour l'unité française de 1973, la même flamme se maintient.

Après deux épurations en vingt ans, des campagnes électorales foireuses, une aventure terroriste, des errements activistes, une réorientation vers la métapolitique, les extrêmes droites passent à côté de Mai 1968 : certains sont sur les barricades, d'autres filent un coup de main aux gaullistes et aux flics...

Las à l'idée de « vivre casqué et botté », l'Ordre Nouveau (ON) lance un Front pour les législatives de 1973. La nouvelle organisation, agrégeant plusieurs chapelles, aura une apparence légaliste en prenant modèle sur le Mouvement social italien qui finance. Jean-Marie Le Pen, « façade présentable », flaire l'aubaine. Le discours est plus ou moins lissé et la quincaillerie remise au vestiaire. L'échec aux législatives fait vaciller la flamme. Casques et croix celtiques ressortent du vestiaire... jusqu'au 21 juin 1973.

Les anciens dirigeants d'ON créent le Parti des forces nouvelles (PFN), pendant que le FN se construit autour de la garde rapprochée de Jean-Marie Le Pen. PFN comme FN travaillent à un relookage de l'extrême droite : les premiers misent sur un rapprochement avec la droite classique. Déçus par Giscard puis par Chirac, ils finiront entristes au CNIP, un parti de vieux notables, qu'ils transforment en « *baïnettes à fachos pour les mal lavés de l'extrême droite* », selon le mot de Le Pen. Les rescapés reviendront au FN dans les années 1980.

De son côté, Le Pen joue la carte de l'indépendance en cherchant la respectabilité. Ce n'est pas gagné : François Duprat et ses groupes nationalistes

révolutionnaires (GNR) profitent de l'hémorragie pour s'installer au FN à la fin des années 1970. Duprat impose le thème de l'immigration, dès le début articulé à la question sociale : « *Un million de chômeurs, c'est un million d'immigrés en trop !* ».

La crise économique a commencé : le venin raciste se répand et, sur fond d'austérité, le discours du FN est légitimé, y compris à « gauche ». À Duprat succède un autre fasciste notoire, mais de la veine solidariste mâtinée de valeurs chrétiennes, Jean-Pierre Stirbois. En 1983, il est élu avec la droite RPR-UDF à Dreux. La thématique de l'immigration est centrale dans cette première percée électorale. 1986 : 35 député-e-s FN et CNIP entrent dans un groupe FN-Rassemblement national et plusieurs élus entrent dans les conseils régionaux. Ces années 1980 marquent l'installation du FN dans le paysage politique, facilitée par une exposition médiatique favorable. Cependant, la bulle médiatique ne fait pas tout : Éric Zemmour est aujourd'hui en train de le comprendre.

LES HORLOGERS SE FONT SONNER LES CLOCHES

Bruno Mégret, militant RPR inquiet du métissage, entre au FN après avoir tenté un regroupement de clubs politiques de droite. En devenant délégué général en 1988, Mégret veut crédibiliser « *sa marche pour le pouvoir* ». Les années 1990 sont des années de productions intellectuelles ne délaissant aucune thématique, comme l'écologie et le social, avec des colloques et une revue, alimentée par des plumes

venues de courant divers. Le FN est sous l'emprise du Club de l'Horloge, laboratoire métapolitique fondé en 1974 par de jeunes énarques et polytechniciens pour préparer leur future carrière.

Sous Mégret, le FN se structure idéologiquement et forme des cadres, plus utiles qu'un Menhir (le surnom de Jean-Marie Le Pen, NDLR) pour exercer le pouvoir. Mais Jean-Marie Le Pen ne l'entend pas de cette oreille : c'est la crise de 1998. Le Mouvement national républicain (MNR) de Mégret, exclu, draine une majorité des cadres du FN et du FNJ, avant de se vider lui-même. La surprise du 21 avril 2002 ne donne pas le souffle attendu à Jean-Marie Le Pen, dont l'entourage commence à comprendre qu'un nouveau cycle doit débiter.

ENTRÉE EN SCÈNE

« *Et puis la politique m'a pris par le bras, un soir de second tour d'élection, pour remplacer, je crois, des orateurs qui n'avaient pas trop envie de commenter une défaite* », dit Marine Le Pen qui, malgré son modeste score au congrès de 2003, est nommée vice-présidente, alors que la succession de Jean-Marie Le Pen se discute, autour de Bruno Gollnisch et Jacques Bompard, l'outsider qui quittera le FN deux ans plus tard.

Les difficultés financières fragilisent l'appareil : mise en vente du siège, disparition du journal, arrêt des fêtes Bleu



Blanc Rouge et abandon petit à petit des manifestations. Avec le manque d'encadrement et la faiblesse de son implantation locale, les scores de l'organisation hégémonique à l'extrême droite déclinent. Consciente de l'image désastreuse véhiculée par le parti, des faiblesses de son encadrement et du manque d'implantation locale, le clan mariniste s'attelle à reconstruire le discours. La commission de discipline tourne à plein régime, dernier recours pour assurer la victoire du « *camp des modernistes* ».

GÉNÉRATIONS ÉPURATION

À lire les bulletins *Agir* du FNJ dans les années 2000, on pourrait croire Marine Le Pen surtout active aux karaokés des universités d'été. Elle travaille à son réseau de trentenaires. Marine Le Pen reprend la direction de l'association Génération Le Pen, créée pour contrer les mégrétistes. Elle veut faire accepter au parti « *les évolutions plus contemporaines sur des questions dites sociétales* » et créer « *un pôle majoritaire de rassemblement à vocation gouvernementale* ». Son bulletin de liaison, *L'Aviso*, pose, à l'automne 2004, les « *bases du rassemblement national que nous voulons pour la France* »... « *sur nos valeurs d'abord* » précise-t-il plus loin.

Génération Le Pen sert de tremplin à l'équipe de Marine Le Pen, pour éliminer les Jeunes avec Gollnisch. Les derniers dinosaures nostalgiques du FN à papa sont suspendus en 2009 : Carl Lang emmène ses troupes de la première fraîcheur vers son Parti de la France, pour y incarner « *la vraie*

droite ». Les entristes de l'Œuvre française retournent à leur croix celtique. L'éphémère mini-parti de Marine Le Pen, Énergie Bleu Marine, préfigure le Rassemblement Bleu Marine, comme structure interne-externe. Le congrès de Tours la place à la présidence du FN en 2011. Elle peut s'appuyer sur *Nations presse info/magazine* et un *think tank* mariniste, Idées & Nation, que pilote Louis Aliot. En 2012, il dépose même le nom « *Alliance pour un rassemblement national* ». Bien que sur la touche, le Menhir tient toujours : il est trop tôt pour changer de nom. Marine Le Pen l'avait déjà suggéré sans succès dès l'entre-deux tours de la présidentielle de 2002.

NI PHILIPPOT, NI LE PEN

Marine Le Pen s'entoure de compétences, peu importe l'origine idéologique tant que l'allégeance est faite. Plusieurs mégrétistes reviennent dans le giron lepéniste. Florian Philippot, moins inquiétant qu'Alain Soral, rejoint Marine Le Pen en 2011, en s'inventant un passé chevènementiste. Marine Le Pen peut s'adresser aux « *républicains de gauche* » dans la séquence post-référendum sur la Constitution européenne. Devenu vice-président du FN en 2012, il suscite des oppositions grandissantes. En 2015, le président d'honneur du FN demande à sa fille de choisir entre « *Philippot ou Le Pen* ». À force de casser les pieds, Jean-Marie est renvoyé à Montretout sucrer les fraises. Vexé que les marinistes s'interrogent sur la pertinence du retour au franc après la présidentielle de 2017, Philippot monte son propre think-tank, *Les Patriotes*. Démis de sa délégation, Philippot démissionne du

FN, pour finir dans les poubelles du complotisme.

MAIRIES BRUNES

Dans les années 1990, quatre villes du sud deviennent des laboratoires FN : népotisme, baisses d'impôts, incompétence à gérer des budgets, brutalité des mesures en matière de préférence nationale, priorités culturelles discutables. Pointés du doigt, les maires ne contribuent pas à renforcer l'image du FN, bien que certains remplissent ou fondent une dynastie, comme à Orange. En 2014, le FN gagne onze grandes mairies dont plusieurs à la gauche. L'objectif est de faire advenir discrètement des notables en évitant les mesures trop spectaculaires : « *la gestion sérieuse de nos villes permettra d'asseoir le FN comme parti de gouvernement* » se convainc Florian Philippot. Petit à petit, les équipes municipales se forment à la gestion, souvent à coups de pression sur les agent-es municipaux. Obsédées par l'austérité et la sécurité, les mairies FN distillent par-ci par-là quelques mesures de préférence nationale. Ces maires gèrent leur ville comme beaucoup d'autres : affairisme, coupes dans certaines dépenses sans maîtrise du budget, fragilisation des services publics, militarisation de la police municipale, et pose dans le journal de la ville. Mais l'ancrage local paie : en 2020, sur fond de Covid, la plupart des maires sont réélus. Le RN gagne même Perpignan, sa première ville de plus 100 000 habitant-es.

UNION DES DROITARDS

Le Rassemblement Bleu Marine en 2012 fait venir des souverainistes, des déçus de l'UMP, et des cadres intermédiaires des Identitaires, plus ou moins bien acceptés. S'ouvre la longue liste des ralliements sous bannière mariniste. Bien que maintenant une ligne « *ni droite ni gauche* », Marine Le Pen attire surtout à droite et à droite. En 2022, sept de ses porte-parole sur treize sont des ralliés venus de l'UMP et de Debout la France. Les renégats vite fait « *de gauche* », qui médiatisent leur ralliement, se comptent à peine sur les doigts d'une main entre 2014 et 2019... Le dernier en date est peut-être le conseiller qui théorise ce que Marine Le Pen veut entendre, Jérôme Sainte-Marie. Il soutenait,



il y a un an, auprès de *Libération* que « *quand des civilisations cohabitent sur le même territoire, on ne peut plus se contenter d'une analyse matérialiste* ». De quoi relativiser l'analyse « marxienne ».

En 2018, Marine Le Pen fait adopter le nom de Rassemblement national et promeut Jordan Bardella. Elle pose sa stratégie articulée sur la séquence électorale, qui ne se déroule pas comme prévue : européennes, municipales, départementales, régionales devaient être autant de tremplins pour 2022. Ce ne sera que partie remise. Marine Le Pen quitte sa présidence pour se consacrer pleinement à l'élection de 2022. Jordan Bardella devient le numéro 1bis du parti. Le « *clan Hénin-Beaumont* » qui a choisi Aliot contre Bardella pour la présidence du parti est renvoyé dans le Nord.

ÉPISODE ZEMMOUR

C'est alors qu'Éric Zemmour se lance à la conquête de la droite, en ralliant les conservateurs nostalgiques de Fillon et une poignée d'opportunistes. Les dissidents de longue date du RN s'engagent autour de Marion Maréchal revenue en politique. La direction du RN en profite pour faire tomber « *les fruits pourris* ». Quelques figures identitaires font le choix de la Reconquista. Le Parti de la France croit voir sa revanche. Marine Le Pen verra derrière Éric Zemmour « *toute une série de chapelles qui, dans l'histoire du FN, sont venues puis réparties, remplies de personnages sulfureux. Il y a les catholiques traditionalistes, les païens et quelques nazis...* »

Dans les années 2010, les scores électoraux enflent, et la dédramatisation fonctionne, sans avoir à structurer un appareil militant lourd. L'audience médiatique et la banalisation du discours peuvent-ils remplacer les collages et les diffusions de tracts ? En réalité, le parti est au bord de la cessation de paiement, malgré ses emprunts russes, pauvre en réflexion politique, dirigé par un cercle restreint ne contrôlant, avec sectarisme, qu'un nombre réduit de réels militants sur le terrain. Les chiffres de son congrès à Lyon en 2014 annoncent officiellement 83 000 adhérent-es et sympathisant-es. En 2018, à Lille, ils sont 38 000 à jour de cotisation, dont 90 % ayant rejoint le parti après 2011. Marine Le Pen n'a plus de contradiction interne. Proposer un fonctionnement « *moins vertical* » ne mange pas beaucoup de pain. En

2022, ils seraient plutôt entre 20 000 et 25 000 militants. Le succès aux législatives et son financement remplument l'appareil. En 2023, le RN revendique 40 000 adhérent-es, 700 élu-es municipaux, 21 départementaux, 232 régionaux, 108 parlementaires (AN et UE), 120 collaborateurs à l'Assemblée nationale et 84 au Parlement européen.

VOTE D'ABORD !

Le RN entretient au peuple un rapport électoraliste : « *c'est grâce à ce vote populaire massif, un vote de classe littéralement, que maintenant le RN est assuré d'être au second tour dans chaque élection décisive* », affirme Sainte-Marie. Mais le FN-RN n'est jamais à l'aise avec les mouvements massifs, même conservateurs. Il reste à distance de la Manif pour tous en 2013. Les quelques cadres qui défilent finiront à Reconquête ! Trop occupé à disputer au PS l'électorat ouvrier et populaire, le RN passe à côté de cette séquence, élément central dans la structuration des extrêmes droites des années 2010-2020. Cette situation accentue le fossé entre l'appareil mariniste et la fachosphère plus classique. En 2018, lors de l'émergence des Gilets jaunes, le RN est déjà en campagne contre le racket des automobilistes et les 80 km/h. Descendant dans la rue le temps de faire un selfie, le RN apporte son soutien. Très vite, c'est l'occasion de mettre en avant ses thématiques favorites : insécurité, immigration et appel à la dissolution de l'Assemblée nationale. L'implication des militants RN sur les ronds-points est variée. Ils patientent pour engranger des voix aux élections suivantes. Lors du mouvement pour les retraites, le RN joue la carte de l'opposant n°1, respectueux du parlementarisme, mais sans condamner les grèves ni les manifestations. À l'écart de la mobilisation concrète, le RN dissimule mal son inutilité en promettant de tout résoudre par le vote, plus tard.

GÉNÉRATION BARDELLA

Bardella annonce en 2023 porter « *l'ambition de faire émerger une nouvelle élite, issue du peuple* ». D'un seul coup, le RN redécouvre « *l'espace de la bataille culturelle, l'espace métapolitique* ». Jérôme Sainte-Marie leur vend une « *une rétribution symbolique du militantisme* ». Son campus Héméra a une prétention mégrétiste 2.0. Mais

l'outil végète. Bénéficiant de subventions des collectivités, l'institut de formation des élu-es locaux mène sa petite vie sous la houlette de Thibaut de la Tocnaye, un vieux de la vieille. Le RN sera-t-il réduit à importer des cadres, formés ailleurs ? L'offre est pléthorique : de l'Institut Iliade ou de l'Academia christiana, aux milieux issus de la Cité catholique encore proches de l'armée voire de l'Action française. Une partie de la question se joue dans la jeunesse. La Cocarde étudiante, aujourd'hui largement contrôlée par le RN, offre cet espace de brassage entre courants divers des extrêmes droites.

Les ralliements de la dernière heure renforceront inmanquablement le RN avec des opportunistes, pas forcément fiables. Malgré le mythe entretenu, le prétendu réseau de hauts fonctionnaires et de grands entrepreneurs n'a jamais fait ses preuves. Les réactions des milieux culturels, scientifiques, universitaires, dans les syndicats et le monde associatif indiquent globalement que le RN a encore peu de prise dans les « *corps intermédiaires* ». Le RN n'entretient pas de très bonnes relations avec les secteurs clés du patronat français, satisfaits de la politique antisociale des macronistes. Si tant est que la chose soit nécessaire, le parti de Marine Le Pen serait bien en peine d'engager une quelconque *dépossession politique de la bourgeoisie*. Pour autant, dans un contexte de crises et de déstabilisation politique, la question de l'État-fort et des choix de la fraction hégémonique de la bourgeoisie ne sont pas anecdotiques.

Le RN profite du délitement des grands collectifs mais ne s'y substitue pas. Une organisation de masse ne se décrète pas. La fragilité de son appareil militant et la faiblesse de ses relations aux restes des extrêmes droites nous protègent encore du rouleau compresseur. Sainte-Marie a beau échafauder son projet hégémonique, on se demande comment il fera pour provoquer « *une déflagration dans le pays [...] et ensuite une mobilisation des catégories de ce bloc populaire, qui permettra d'avancer politiquement beaucoup plus loin qu'on ne le pense et permettre de vaincre des résistances* ». Mais les choses peuvent s'accélérer. Il serait imprudent de compter sur l'incompétence du RN pour stopper sa marche au pouvoir. □

De la dédiabolisation aux élections 2024

PAR LA COMMISSION NATIONALE ANTIFASCISTE

Jusque dans les années 2000, l'antifascisme est structurant dans la politisation d'une large fraction de la jeunesse.

Des groupes militants interviennent et produisent de l'analyse écrite (réseau No Pasarán, Ras l'Front, VISA, CRIDA, Article 31, Celsius, REFLEXes...). Les antifascistes parviennent à maintenir une forme d'endiguement pour contenir la progression du FN et de ses franges radicales.

La qualification de fascisme suffit parfois à disqualifier le FN à une échelle large. Le climax de cette mobilisation sera le 1^{er} mai 2002, avec un million et demi de manifestant-es. Et pourtant le FN connaît une inexorable ascension électorale. Le creux des années 2000, avec le siphonnage de ses voix par Sarkozy, aura tendance à démobiliser. Plusieurs organisations spécifiques périssent plus ou moins dans les années 2000-2010. Cette démobilisation coïncide avec le reflux, déjà engagé, du mouvement ouvrier. Les commentateurs avisés assurent la fin du FN, malgré les analyses qui maintiennent une tradition antifasciste. Le FN-RN des années 2000-2020 bénéficie d'une prétendue dédiabolisation, qui masque d'abord l'étendue de ses idées dégueulasses et la cohérence de son projet.

ACOUSTIQUE SONDAGIÈRE

Le discours du FN-RN se cristallise autour de quelques piliers programmatiques constants. Les efflorescences qui en partent sont des slogans testés selon la période et l'auditorat. Ce processus est un classique : « de ses premières improvisations, l'agitateur ne conservait dans sa mémoire que ce qui rencontrait l'approbation. Ses idées politiques étaient le fruit d'une acoustique oratoire. C'est ainsi qu'il choisissait ses mots d'ordre. C'est ainsi que son programme s'étoffait », disait Trotsky de Hitler. Le parti modernisé de Marine Le Pen s'adapte à l'opinion publique. Ce n'est pas un hasard si Damien Philippot, frère de Florian, est un cadre

de l'IFOP et le dernier conseiller du moment, Jérôme Sainte-Marie, un autre sondeur.

Christian Bouchet, fine fleur des nationalistes-révolutionnaires mais pas le meilleur modèle de dédiabolisation, se demandait, début 2000, si Marine Le Pen n'était pas « l'avenir du mouvement national », en voulant « "dédiaboliser", moderniser, affirmer la crédibilité du FN et renforcer ses relais dans la société civile ». Cette dédiabolisation dépasse les doctrines figées et les références historiques pour focaliser le projet sur l'accession électorale au pouvoir.

MÉGRET CANARDÉ...

QU'EN RESTE-T-IL ?

On dit que le FN de Marine Le Pen s'est mégrété. La stratégie mariniste lui emprunte, mais partiellement. Considérons les conditions d'arrivée au pouvoir de la droite nationale que Bruno Mégret exposait en 2002, juste avant d'engranger ses 2,34 % à la présidentielle.

La condition portant sur la claire « volonté de gouverner » se vérifie chez les marinistes. De même, leur appareil a produit « des personnalités respectables, sans failles, sans zone d'ombre, qui n'ont pas d'image "ultra" ou extrémiste ». Mais la dédiabolisation est un chemin périlleux. Miracle des réseaux sociaux, la mémoire des petites phrases revient toujours. Chaque élection offre son lot de révélation sur l'inconscient raciste et historiquement marqué de tel ou tel candidat, malgré ou à cause du renouvellement de son personnel politique qui agrège apolitiques fans

de Marine, radicaux cherchant un avenir plus établi, arrivistes cherchant un poste, ou ex de partout ne partageant parfois que l'obsession de l'immigration comme dénominateur commun. Dans une logique de gestion RH, le clan mariniste recrute sur la base de compétences pour s'entourer de cadres fidèles ou de prestataires efficaces. Peu importe l'origine idéologique, tant que le nouvel arrivant se moule dans l'appareil sans remettre en doute la ligne mariniste. Mégret recommande de ne rien céder au politiquement correct quitte « à subir provisoirement un certain isolement politique ». Au contraire, Marine Le Pen a plutôt choisi de s'intégrer à l'arc républicain. Il lui faut donc brouiller les pistes. Elle ne suit pas le conseil de Steve Bannon venu au congrès de Lille en 2018 pour dire aux frontistes « Laissez-vous appeler raciste, xénophobe. Portez-le comme un badge d'honneur ! ». Elle laisse Emmanuel Macron et sa clique appliquer eux-mêmes les consignes du manuel de lutte contre la diabolisation de Le Gallou : « contre-diaboliser les diabolisateurs ». La séquence délirante sur le prétendu antisémitisme de l'extrême gauche l'illustre bien.

ACCOUCHEMENT PAR CÉSARIENNE

« Le front républicain, c'est nous », affirme Bardella. « C'est une vérité que cinq décennies corroborent : il n'y a pas de parti plus républicain que le nôtre », avait clamé Marine Le Pen lors de son colloque intimiste sur les 50 ans du FN. Républicain, pour utiliser la laïcité comme bélier respectable dans sa

croisade anti-musulmans et légitimer sa position là où il était jusqu'alors pris en défaut : sexisme, homophobie, anti-sémitisme. La dédramatisation est un tour de magie.

Républicain comme Jordan Bardella qui définissait le mot pour Marianne : « "français" [...] voilà peut-être ce que "républicain" devrait vouloir dire ». Républicaine comme Marine Le Pen qui expliquait dans *Présent* en quoi défendre la liberté, l'égalité et la fraternité, des « valeurs chrétiennes dévoyées par la Révolution française » donnait « la possibilité de rechristianiser en quelque sorte notre pays ». Républicain comme Louis Aliot, qui dans *Flash*, bulletin du fan-club soralien, intégrait la république dans le tout de l'identité nationale « enracinée dans une terre, façonnée par une histoire [...] Non pas les valeurs de la république qui ne veulent rien dire et qui sont l'héritage de nos adversaires ». Républicain comme Pierre Gentillet, qui, lors du colloque pour le jubilé frontiste, saluait « la démocratie véritable, c'est-à-dire la démocratie référendaire » pour s'attaquer à l'État de droit, « l'État profond ». Républicain comme Jean-Philippe Tanguy

qui, dans ce même colloque, louait le « césarisme [...] une forme civilisationnelle de pouvoir fort très rare ».

DU SOCIAL SANS SOCIALISME

La dernière condition de Mégret porte sur la « bonne synthèse doctrinale : celle de la liberté et de l'identité ». Cette « synthèse entre un certain libéralisme et un certain nationalisme » qui ne s'encombre pas de contradictions est largement reprise par le FN-RN de Marine Le Pen. Chaque intervention devant le patronat en atteste. La dédramatisation est un jeu de contradictions qu'on ne cherche surtout pas à résoudre. Mais le quatrième point de Mégret est un appel à « choisir son camp. Aucun des mouvements qui ont réussi ne se sont placés sur une ligne "ni droite ni gauche" ». Ici Marine Le Pen relève clairement d'une autre tradition politique et donne tort à Mégret.

Entre 2011 et 2017, décennie austéritaire, Marine Le Pen, dans sa période philippotiste, met l'accent sur l'État fort, parallèlement à la promesse d'une sortie de l'euro, qui affole les milieux économiques. Le mythe du discours « de gauche » du FN s'installe, accrédité par un ensemble de promesses :

taxation des grands groupes, contribution sociale sur les produits importés, augmentation de 200 euros des salaires inférieurs à 1500 euros, retraite à 60 ans... Marine Le Pen recommandait au même moment que « s'allègent à l'intérieur les contraintes et l'injustice fiscales, les contraintes réglementaires, juridiques, qui sanctionnent la réussite, qui découragent l'initiative et privilégient la rente sur l'investissement à risque, et que se renforce à l'extérieur le principe de la préférence pour soi et de primauté de la Nation ». Une fois la parenthèse Philippot refermée, le FN conserve cette image sociale, il suffit d'en appeler au « pouvoir d'achat ».

UNE FEMME À VOS CÔTÉS

Dans ce colloque sur les 50 ans du parti, Tanguy avoue sa fascination pour la figure tribunitienne construite patiemment par Marine Le Pen, ce « lien charismatique avec le peuple » car « avoir confiance en quelqu'un [...] c'est la chose la plus importante pour dépasser le clivage droite-gauche ». Souffrant « d'un formidable sentiment d'injustice » face à la contre-mobilisation d'entre-deux-tours de 2002, l'équipe de survivants



Jordan Bardella à Belfort, le 23 mars 2024.
Thomas Bresson – CC BY 4.0

frontistes va en effet se donner les moyens pour « *casser l'image diabolisée du FN et de Jean-Marie Le Pen* ». L'opération sera plus simple avec Marine Le Pen. Jouant d'un retrait contrôlé du voile sur sa vie privée dès 2006, elle construit sa figure de mère célibataire, qui connaît les sacrifices et les souffrances des Français-es... dans des conditions un peu plus confortables que la moyenne. La dédramatisation passe par l'incarnation. Et le schéma se transfère sur le nouveau président. Les renouvellements d'adhésion font bénéficier d'une photo signée par Marine et Jordan.

SAINTE-MARIE, PRIEZ POUR EUX

Étonnamment, vu son origine historique, le « *ni droite ni gauche* » est un des éléments de la dédramatisation du FN, remontant à 1995. Compris par les uns comme le rejet de ce que fut « *l'UMPS* », entendu par les autres comme le slogan doriotiste, son affirmation participe d'un brouillage à l'extérieur et d'une affirmation politique interne. Un positionnement qui n'empêche pas les nuances tactiques : « *quand on est au second tour, il faut tenir un autre discours : un discours d'intérêt général, de rassemblement. Il est donc judicieux que ces notions de bloc populaire passent dans l'ombre* », reconnaît Jérôme Sainte-Marie en juin 2024. Il précise : « *le RN n'est pas un parti de gauche... qui place les questions*

sociales au premier plan. Il reste un parti nationaliste. Un nationalisme qui a compris que pour défendre la grandeur de la Nation, il fallait s'appuyer de manière privilégiée sur ceux qui étaient le plus concrètement attachés [...] qui ont un attachement pratique, et même de nécessité à la Nation... ceux pour qui la mondialisation pose toute sorte de problèmes à cause de l'immigration, à cause des délocalisations ». Ni à gauche ni à droite, l'équilibre dédramatisé sur ce chemin étroit ne tient que sur le racisme et la xénophobie.

PRÉFÉRENCE NATIONALE

La réconciliation des intérêts de classe entre entrepreneurs et travailleurs bien français a besoin d'un ciment. C'est dans les années 1985 que « *la préférence nationale* » est développée comme colonne vertébrale programmatique par Jean-Yves Le Gallou, pas encore membre du FN, mais déjà au Club de l'horloge. Il s'agit d'offrir « *un cadre de référence doctrinal au slogan "Les Français d'abord"* ». L'argument central tient au fait que les mesures policières ne suffisent pas, le droit social doit être réformé, sur les principes de la préférence : citoyenneté, droit d'asile, école, emploi, prestations sociales, logements, tout y passe, pour finir sur la question du « retour », appelé aujourd'hui « remigration ». Depuis 2012, le RN parle de « *priorité nationale* » mais le fond est identique : préférez les Français à... à qui d'ailleurs ? Le florilège sur les « *Français de papier* » après les révoltes de

juin 2023, après le meurtre de Nahel, laisse entendre que les contours sont larges et flous. La volonté sournoise de réserver les « *emplois stratégiques dans les secteurs liés à la sécurité ou à la défense, exclusivement à des citoyens français* » en interdisant les bi-nationaux comme le propose Bardella, vient compléter l'arsenal.

QUELLES PERSPECTIVES ?

Au-delà des résultats des législatives, nous vivons un tournant. En 2023, Bardella voulait rassembler « *les partisans de la puissance* » contre les « *forces du renoncement qui vont de Jean-Luc Mélenchon à Emmanuel Macron* ». Durant la mobilisation des retraites, le RN jouait sa posture d'opposant raisonnable en déniait toute légitimité aux syndicats et à la Nupes pour avoir voté pour Macron au second tour. La question de l'opposition à Macron et son monde, une opposition unitaire, crédible et utile est l'enjeu majeur.

« *Quand le peuple vote, le peuple gagne* ». Les résultats électoraux attestent concrètement de l'ampleur de l'électorat RN. Ce conglomérat, qui attend des actes, ne doit certes pas être dédouané de ses réflexes xénophobes et racistes. Mais il ne faut pas qu'il puisse se souder en un « *bloc populaire* » dont rêve Marine Le Pen. Nous devons aussi nous adresser à ces travailleurs/ses et ces chômeurs/ses qui croient à cette solution en matière économique et sociale.

Notre opposition doit se donner les moyens de ne pas attendre le coup du RN pour réagir. Notre opposition doit toujours se préparer aux risques d'accession du RN au pouvoir, en anticipant le soutien concret aux premières cibles de sa politique et la désobéissance. Notre opposition ne devra pas seulement porter la lutte contre l'extrême-droïtisation du pouvoir, dont le terrain a été déjà préparé... Elle devra défendre « *franchement les valeurs socialistes et humanistes de solidarité, [en] démontrant en pratique qu'elles servent, mieux que les préjugés, les intérêts réels de tous les salarié-es, qu'elles donnent un sens à la vie mille fois plus valable que les mythes inhumains* », selon les mots d'Ernest Mandel. □

Charlotte d'Ornellas, Jean-Yves Le Gallou et Ferenc Almassy. © Academia Christiana – CC BY 2.0



L'extrême droite et les femmes

PAR AURÉLIE-ANNE THOS

Si l'extrême droite se caractérise notamment par son nationalisme exacerbé et sa défense d'un « intérêt » et d'une « identité nationale », elle est aussi marquée par une vision conservatrice de la société prônant des rôles traditionnels aux femmes et aux hommes, rôles qu'elle va considérer comme naturels¹. Historiquement opposée aux avancées des droits des femmes, comment l'extrême droite a-t-elle fini par s'adresser spécifiquement à elles ?

De manière générale, les différents groupes d'extrême droite défendent chacun une « idéologie de genre » rigide selon laquelle les femmes doivent prendre en charge le soin à la famille et aux enfants en raison de leur capacité reproductrice tandis que les hommes sont associés au monde extérieur du travail et de la politique, sont chargés de gérer leur foyer « en bons pères de famille ». Cela s'accompagne de la vision fantasmée d'un passé regretté qui serait en train de définitivement disparaître, où les hommes seraient seuls pourvoyeurs de ressources pour la famille et où les femmes seraient des bonnes épouses dociles. Pour l'extrême droite, cette famille hétéronormée tendrait à disparaître, ce qui mettrait en danger la société tout entière.

UNE PENSÉE DOMINÉE PAR LA PEUR

En particulier la pensée d'extrême droite est déterminée par la peur : peur de l'effondrement de la société et de la chute de la civilisation, peur du métissage et du « *grand remplacement* ». Il faut noter que si l'extrême droite ne parle plus ouvertement de race,

elle déroule le même argumentaire xénophobe habituel concernant les étranger-es, les immigré-es, les musulman-nes au nom de différences culturelles et/ou religieuses, développant l'idée d'un « ennemi intérieur » qui viendrait ronger l'ordre établi. Mais cette idéologie repose aussi sur la peur de l'indifférenciation des sexes, de la destruction du masculin et de l'hétérosexualité. Éric Zemmour incarnera parfaitement cette pensée lorsqu'il parle par exemple de « *crise de la masculinité* » et en revendique un retour aux anciens rôles de genre²; tandis qu'en Allemagne, le parti d'extrême droite AFD luttera pour une « *masculinité renforcée* »³. Pour l'idéologie d'extrême droite, la

famille joue un rôle privilégié. Elle est considérée à la fois comme la cellule de base de la société et à la fois comme le cadre dans lequel vont se transmettre les valeurs et l'identité nationale, d'où le mot d'ordre historique : « Travail, Famille, Patrie ». Or les femmes occupent un rôle central dans la famille : elles assurent la reproduction générationnelle et elles prennent en charge l'éducation des enfants. Dans ce contexte, les femmes représentent un moyen de répondre aux dangers créés et perçus par l'extrême droite : face au grand remplacement, il faut que les femmes (blanches et françaises) fassent des enfants ; face au risque de destruction de la famille, il faut



Paris, 23 juin 2024, manifestation féministe contre l'extrême droite.
© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

que les femmes soient en couple (hétérosexuel) etc.

LES FEMMES COMME INSTRUMENT POUR DÉPLOYER L'IDÉOLOGIE

Cela signifie au fond que l'extrême droite a besoin de l'adhésion des femmes à son projet politique patriotique et réactionnaire. Or, de ce point de vue, l'extrême droite a longtemps été confrontée à un problème : les femmes s'engageaient moins auprès des groupes d'extrême droite et votaient moins pour leurs formations politiques. On parle alors de *Radical Right Gender Gap*. Ce fossé (*gap*) a longtemps existé : il trouvait probablement sa source dans la réticence des femmes à s'engager pour des idées extrêmes, par ailleurs souvent représentées par des hommes politiques particulièrement virulents et traditionnellement opposés à l'avancée des droits des femmes. On retrouvera d'ailleurs l'existence de ce même écart d'engagement entre les hommes et les femmes parmi le public d'Éric

Zemmour, ce qui a poussé ce dernier à s'engager dans la campagne #Les-FemmesAvecZemmour afin de gonfler son électorat. Pour les groupes d'extrême droite, ce *Radical Right Gender Gap* constitue deux difficultés majeures : d'abord, le projet porté par l'extrême droite repose en grande partie sur l'adhésion y compris idéologique de ces dernières, ensuite, sans le vote des femmes se pose la question de leur accession au pouvoir. Ainsi, en 2002, si seules des femmes avaient pu voter, Jean-Marie Le Pen ne serait pas parvenu au second tour de l'élection présidentielle. Gagner les voix des femmes est donc primordial.

FÉMONATIONALISME ET MASCULINISME

Pour répondre à ces difficultés, l'extrême droite a développé une rhétorique fémonationaliste (qui va parfois se décliner en homonationalisme, sous certaines conditions) qui vient instrumentaliser les droits des femmes dans l'objectif de défendre son projet raciste, xénophobe et islamophobe. Cette rhétorique se développe selon trois angles

principaux : le choc civilisationnel, l'instrumentalisation des violences faites aux femmes et la proposition d'une forme protectrice du patriarcat.

Pour l'extrême droite, il s'agit d'abord de s'approprier les précédentes victoires obtenues par le mouvement féministe en France et en Europe, afin d'asseoir l'idée de la supériorité civilisationnelle de l'Occident sur les cultures arabes, musulmanes ou africaines. Cela leur permet alors, tout en développant un discours raciste qui dénonce les autres cultures comme arriérées, et de défendre des lois antivoile en France au prétexte de « libérer » les femmes musulmanes. Marine Le Pen déclarait par exemple en 2015 : « *Si nous perdons, le voile sera imposé à toutes les femmes, la charia remplacera notre Constitution, la barbarie s'installera* ». On retrouve peu ou prou la même dynamique au sujet des violences sexistes et sexuelles : l'extrême droite s'est approprié les discours de lutte contre les violences faites aux femmes mais uniquement dans le but de servir sa propagande raciste. Ainsi, alors que l'écrasante



Paris, 23 juin 2024, manifestation féministe contre l'extrême droite.
© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

majorité des violences sont commises par des hommes proches, connus de la victime, l'extrême droite choisit de se concentrer uniquement sur les agressions commises dans l'espace public, par des hommes racisés. Et ce discours va largement se diffuser : en avril 2024, Europe 1 titrait ainsi un article « Les étrangers à l'origine de 77 % des viols élucidés dans les rues de Paris en 2023 »⁴ en parlant seulement des 28 viols élucidés à Paris et en oubliant les 93 970 autres ayant lieu en moyenne chaque année. Enfin, apparaît de plus en plus dans leur discours l'idée que le patriarcat serait un cadre de vie protecteur pour les femmes : le mariage et la famille leur offriraient un cadre de sécurité (financière et physique) et permettraient l'épanouissement. Cette tendance explose avec le mouvement Tradwife (contraction de Traditional Wife « épouse traditionnelle ») aux États-Unis qui a pris des proportions considérables durant le Covid où près de 860 000 femmes ont perdu leur emploi (contre 200 000 hommes) en popularisant l'image de la femme au foyer tout entière consacrée au bien-être de son mari et de ses enfants. En France, des influenceuses Trad-Wife vont aussi faire leur apparition et se développer sur les réseaux sociaux : ainsi, l'influenceuse Thaïs d'Escufon, ancienne porte-parole de Génération identitaire, explique « Une femme vous aime pour le statut que vous lui apportez, le style de vie que vous lui offrez, le divertissement que vous lui procurez ».

LE DÉNI DE LA RÉALITÉ

Il faut bien noter que pour l'extrême droite il ne s'agit donc jamais de « coller au réel » : peu importe donc que la majorité des violences faites aux femmes se déroule dans leur propre foyer. Peu importe que les violences faites aux femmes trouvent leur source dans la domination patriarcale. Peu importe aussi les vraies disparités en matière de droits des femmes dans les pays d'Europe. Tout ce qui compte, au final, c'est le discours de peur déployé pour gagner : l'instrumentalisation de faits divers, la déformation de la vérité, le mensonge, l'aveuglement, ne sont que des tactiques consciemment utilisées pour prendre le pouvoir.

En miroir, l'extrême droite a aussi un projet pour les hommes et tend donc à s'adresser à eux au travers de discours masculinistes. L'idée étant d'abord de prétendre que le féminisme a mis les femmes en position de force et qu'aujourd'hui les hommes se retrouvent affaiblis, voire opprimés par les avancées de ces dernières années. À travers la rhétorique *incel* (célibataire involontaire), des pans entiers de l'extrême droite vont faire le lien entre le sexisme et le racisme. Si les femmes ne veulent pas avoir de rapport avec eux, c'est à la fois parce que le féminisme les a détournées des hommes mais aussi parce qu'elles choisissent les hommes noirs ou arabes⁵ plutôt que les hommes blancs. L'antiféminisme est ainsi lié à l'idéologie raciste et extrémiste. Ces mouvances vont jusqu'au passage à l'acte terroriste : à Montréal et aux États-Unis, l'extrême droite masculiniste tue.

LES FEMMES DE PLUS EN PLUS ATTIRÉES VERS L'EXTRÊME DROITE

En parallèle de ces discours politiques, les partis et les groupes d'extrême droite bénéficient des avancées féministes pour les femmes dans la société. Ainsi, Marine Le Pen déclarait par exemple, au sujet des lois sur la parité en politique : « *J'étais assez contre mais, avec le recul, cette loi a permis aux femmes d'arriver en nombre dans ce monde* ». Au fur et à mesure, de nouvelles figures féminines de la droite et de l'extrême droite émergent : Marine Le Pen, Marion Maréchal Le Pen, Doria Moutot, Thaïs d'Escufon etc. Ces femmes ont alors deux rôles : d'abord de propager la parole du Rassemblement national ou de l'extrême droite en général, ensuite de féminiser leur organisation et d'attirer vers elle d'autres femmes. Cette arrivée des femmes va accompagner et renforcer le processus de dédramatisation de l'extrême droite et du RN en cours depuis plusieurs années. Et cette technique finit malheureusement par porter ses fruits : les femmes se tournent de plus en plus vers l'extrême droite. Selon Christèle Marchand-Lagier : « *Il y avait sept points d'écart entre les femmes et les hommes lors de l'élection présidentielle de 1988 et de 1995, six points d'écart en 2002, et trois en 2007. En 2012, il reste vraisemblablement un point d'écart* »⁶. Ainsi, le RN aurait

gagné dix points dans l'électorat féminin entre 2019 et 2024, passant de 19 % à 30 %⁷. Selon elle, c'est auprès des femmes les plus dépendantes que le vote RN progresse le plus : moins diplômées, dans des emplois plus précaires ou sans emploi, mariées plus jeunes, avec de faibles ressources. Elle écrit : « *C'est donc bien le rapport au monde politique mais également social et professionnel des classes populaires qu'il faut interroger pour comprendre le repli sur l'abstention ou le vote FN de ces femmes* ». Pour ces femmes, l'extrême droite a donc réussi à s'imposer comme une option enviable. Pourtant l'extrême droite représente une imposture et un piège total pour les femmes : attaques contre le droit à l'avortement comme en Italie, en Pologne ou aux États-Unis, attaques contre le droit à porter le voile et stigmatisation des femmes musulmanes, attaques générales contre les salaires, les aides sociales, qui porteront préjudice d'abord aux femmes. Tout le programme développé par l'extrême droite vise uniquement à maintenir les femmes dans leur foyer et à leur faire perdre leur autonomie.

Un espoir se porte toutefois sur la nouvelle génération de jeunes femmes qui se politisent en grande partie sur les réseaux sociaux et qui bénéficie d'un renouveau des luttes féministes et antiracistes : au sein de cette jeune génération, le *Radical Right Gender Gap* est en train de réapparaître⁸. □

1) Juliette Léonard, « *Féminisation de l'extrême droite. La comprendre pour mieux la combattre ?* », Collectif contre les violences familiales et l'exclusion (CVFE asbl), décembre 2022.

2) Noémie Lair, « *Nous avons exhumé 25 ans de sorties sexistes d'Éric Zemmour* », France Inter, 4 novembre 2021.

3) « *Antiféminisme* », Kreatur. Le Magazine féministe d'Arte, épisode 13, disponible jusqu'au 2 mars 2021.

4) Jean-Baptiste Marty, « *Les étrangers à l'origine de 77 % des viols commis dans les rues de Paris en 2023* », Info Europe 1, 18 avril 2024.

5) Pierre Gault, « *MASCUS : Infiltration chez les hommes qui détestent les femmes* », france.tv slash / enquêtes, everprod, 2024. Documentaire complet disponible sur Youtube.

6) Christèle Marchand-Lagier, « *Le vote des femmes pour Marine Le Pen. Entre effet générationnel et précarité socioprofessionnelle* », dans Travail, genre et sociétés, n° 40, 2018/2, p. 85-106.

7) Agence France Presse, « *En France, la fin du "fossé de genre" vis-à-vis du vote d'extrême droite* », 14 juin 2024. Dépêche AFP disponible sur Mediapart.

8) « *A new global gender divide is emerging* », The Financial Times.

L'Italie de Giorgia Meloni et ce qu'elle peut apprendre à la droite française

PAR FABRIZIO BURATTINI

L'Italie a été le premier pays d'Europe occidentale à connaître un gouvernement dirigé par une organisation politique postfasciste, Fratelli d'Italia, émanation directe du Movimento Sociale Italiano (MSI), le parti des anciens combattants de la République sociale, c'est-à-dire le gouvernement de Mussolini dans le nord de l'Italie, allié aux nazis de 1943 à 1945.

Tout a commencé en 1994, lorsque le magnat Silvio Berlusconi a formé son premier gouvernement et a engagé Giuseppe Tatarella, alors l'un des principaux dirigeants du MSI, en tant que vice-président.

Cette décision historique de Berlusconi a définitivement brisé le mythe de ce que l'on appelle « l'arc constitutionnel », c'est-à-dire des partis (démocrates-chrétiens, communistes, socialistes, sociaux-démocrates, républicains et libéraux) qui, dans l'immédiate après-guerre, avaient contribué à la rédaction et à l'approbation, en 1948, de la Constitution républicaine.

Jusqu'à cette date, le MSI et ses cadres avaient été exclus de tous les postes gouvernementaux, à l'exception de quelques maires dispersés dans des villes mineures du pays.

Cette exclusion ne correspondait pas seulement à un accord politique entre les partis « antifascistes », mais aussi et surtout à un sentiment populaire largement répandu qui voulait absolument éviter la répétition d'aventures autoritaires semblables à celles du *ventennio* fasciste de 1922-43. À tel point qu'en 1960, lorsque la droite démocrate-chrétienne envisagea de former un gouvernement avec le seul soutien extérieur du MSI, le pays fut secoué par un mouvement de protestation puissant dans toutes les grandes villes, que la police tenta de réprimer en tuant plus de dix manifestants. Le gouvernement soutenu par les héritiers du fascisme dut démissionner et le congrès du MSI, convoqué de

manière provocatrice en juillet de la même année à Gênes, ville décorée pour sa Résistance, fut annulé.

LA RÉSISTIBLE CROISSANCE DE GIORGIA ET DE SON PARTI

Au contraire, au cours des dernières décennies, tout a été fait pour faciliter la croissance du parti postfasciste, rebaptisé « Fratelli d'Italia » (Frères d'Italie) en 2012). L'enchaînement de contre-réformes antisociales (libéralisations, privatisation des services publics, liberté de licencier, allongement de l'âge de la retraite à 67 ans,

généralisation de formes contractuelles de plus en plus précaires...), les différentes réformes institutionnelles et électorales adoptées par les gouvernements de centre-droit comme de centre-gauche, les gouvernements « techniques » répétés et sans aucune légitimité démocratique avec le simple objectif d'atteindre les paramètres budgétaires établis par les accords européens de Maastricht, sont autant de facteurs qui ont puissamment contribué à laisser une grande place à la démagogie « antisystème » de Giorgia Meloni, dont le parti a été



Giorgia Meloni et Emmanuel Macron le 23 octobre 2022, au lendemain de son investiture à la présidence du Conseil. © governo.it, CC BY 3.0

le seul de tout le panorama parlementaire à s'opposer, au moins formellement, aux politiques néolibérales.

Ainsi, après l'essoufflement du mythe berlusconien, après le déclin de l'illusoire parcours « anti-élite » du Mouvement 5 étoiles (2013-2020) et après la croissance rapide et l'effondrement tout aussi rapide de la Lega de Matteo Salvini, Fratelli d'Italia a été perçue par une partie croissante de l'opinion publique comme la force qui poursuivait le plus systématiquement une ligne d'opposition.

Ce renforcement du parti post-fasciste a naturellement été aussi alimenté par une démagogie raciste et sécuritaire, avec des slogans explicitement contre l'immigration et des appels à un renforcement des contrôles et de l'action policière.

Mais il ne faut pas oublier les chiffres, car le secret du succès de FdI réside plus dans la terrible faiblesse de ses adversaires potentiels que dans sa force intrinsèque. La victoire de la coalition de droite le 25 septembre 2022 repose sur 12 millions de voix, ce qui, compte tenu de l'abstentionnisme record, représente un peu plus de 26% des voix correspondant à 16% du corps électoral. Toutefois, grâce à la division du camp adverse et à une loi électorale antidémocratique et déformante voulue par le centre-gauche, elle lui a valu l'élection de près de 60% des députés et sénateurs.

UNE BOURGEOISIE RAPIDEMENT RASSURÉE

Dans un premier temps, l'arrivée de Giorgia Meloni au gouvernement en octobre 2022 a été accueillie avec beaucoup de circonspection par les classes dirigeantes et les médias dominants, de peur qu'une partie importante de ces proclamations ne se traduise par des mesures populistes et anti-européennes. En outre, le climat de guerre instauré en Europe après l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie a fait craindre que le pro-poutinisme traditionnel de la droite italienne ne conduise à une rupture du pacte atlantiste de l'UE.

Mais rien de tout cela ne s'est concrétisé. La politique économique et sociale du gouvernement Meloni a été parfaitement conforme à celle des précédents gouvernements « pro-européens », ne faisant

qu'accentuer explicitement ses caractéristiques de classe : la privatisation des services, en particulier des soins de santé, s'est poursuivie et intensifiée, les impôts des classes sociales moyennes ont été encore réduits, la sécurité sociale a été encore plus réduite, les paramètres budgétaires européens ont été strictement respectés et la persécution des migrants s'est aggravée.

Sur le plan géopolitique, Fratelli d'Italia n'a pas eu beaucoup de mal à se montrer pro-américain et à jeter Poutine et son anti-occidentalisme à la poubelle. Cela n'est pas contradictoire car le MSI et ses dirigeants avaient dans leur histoire des liens solides avec la CIA, ayant systématiquement collaboré avec les services américains dans leurs actions anticommunistes à l'époque de la Guerre froide.

METTRE FIN À LA CULTURE POLITIQUE ANTIFASCISTE

Le projet de Fratelli d'Italia est de mettre fin à la particularité « antifasciste » qui distingue l'Italie, comme d'autres pays d'Europe occidentale, de mettre fin à l'hégémonie de la gauche qui domine l'art et la culture depuis 1945, et finalement de réaliser l'orientation donnée par J.P. Morgan en 2013, lorsqu'il a déclaré sans vergogne : « *Au début, on pensait que les problèmes des pays de l'UE étaient principalement de nature économique mais, au fil du temps, il est devenu clair qu'il y a aussi des limites politiques. Les systèmes politiques des pays du sud de l'Europe et leurs constitutions, adoptées après la chute du fascisme, présentent [...] une forte influence des idées socialistes [...] des exécutifs faibles vis-à-vis des parlements [...] des protections constitutionnelles des droits des travailleurs [...] une autorisation de protester si des changements indésirables du statu quo sont proposés* ».

C'est là que réside l'harmonisation entre le projet de Giorgia Meloni et les aspirations des classes dirigeantes nationales et transnationales : face à la difficulté de combiner un consensus social et électoral avec des politiques nettement antisociales, il faut un tournant autoritaire qui mette fin aux médiations politiques qui étaient nécessaires dans un contexte historique dépassé. Et qui, mieux que l'extrême droite post-fasciste, peut appliquer ce tournant autoritaire ?

C'est donc non seulement pour renforcer institutionnellement son rôle et son système de pouvoir, mais aussi pour cette raison, c'est-à-dire pour pouvoir affirmer qu'il n'y aura plus la Constitution antifasciste de 1948 mais qu'il y aura la Constitution melonienne de 2025, que le gouvernement italien d'extrême droite a proposé une réforme constitutionnelle complexe (le « premierato ») qui modifie profondément l'équilibre des pouvoirs au sein des institutions de l'État.

LA DUPLICITÉ ET L'ÉQUILIBRE

Toute cette action de Giorgia Meloni et de son gouvernement sur les plans économique et social, géopolitique et institutionnel s'est accompagnée d'un habile discours démagogique, raciste et petit-bourgeois sur « *le grand remplacement* », les impôts en tant que « *vol de l'État* », sur l'importance de la « *famille traditionnelle* », le « *rôle des femmes* » et la relance de la « *natalité autochtone* » ainsi que d'un certain négationnisme climatique.

Giorgia Meloni a donc réussi à s'imposer comme une dirigeante importante et influente d'un pays européen important, à établir des liens apparemment cordiaux avec ses « pairs », d'Ursula Von Der Leyen aux représentants d'autres pays de l'UE, en passant par le président américain Joe Biden lui-même. Mais sans pour autant renier son passé, tant ses liens ancestraux avec le courant mussolinien que ceux avec l'extrême droite actuelle.

Elle a alterné ses rencontres avec Biden ou avec Von Der Leyen avec les rassemblements devant le public de Vox, le parti néo-franquiste espagnol, ou ceux des jeunes de son parti dans la traditionnelle fête annuelle de l'Atreju, emblématiquement dédiée au protagoniste du roman fantastique de Michael Ende *L'histoire sans fin*, qui se bat contre le Néant, parce que « *les gens ont perdu l'espoir et oublié leurs rêves* », et qui annonce : « *Si nous devons mourir, je préfère mourir en me battant* ».

Il convient de rappeler que, presque au même moment que sa récente visite à Biden, une délégation du parti Fratelli d'Italia, ainsi que Trump, Milei et de nombreux autres



représentants réactionnaires, ont assisté et pris la parole à la convention internationale de la CPAC (Conservative Political Action Conference), où la sénatrice melonienne Cinzia Pellegrino a déclaré qu'« avec les conservateurs américains, nous avons en commun la protection de l'identité et des libertés, ainsi que la lutte contre la cancel culture, le wokisme et la folie du genre ».

LA PERMANENCE DES LIENS AVEC LE FASCISME

Dans le même temps, Giorgia Meloni a toujours été capable, au cours de ces presque deux années de gouvernement, de contourner toute demande de clarification sur ses liens avec le fascisme, sa culture et son histoire. Elle a toujours rappelé qu'elle était née en 1977, soit 32 ans après la fin du fascisme, comme si ce fait chronologique suffisait à l'immuniser contre les idéologies totalitaires et réactionnaires. Elle a réussi, en 2022, à faire élire l'ancienne porte-parole de la communauté juive de Rome, Ester Mieli, petite-fille de l'écrivain Alberto Mieli, survivant de l'holocauste, sur les listes de Fratelli d'Italia pour le Sénat. Ce choix a permis au parti de Giorgia Meloni, qui a toujours été très proche de Netanyahu, de bénéficier d'un certain soutien de la communauté juive et de renforcer ses liens avec la partie la plus sioniste et extrémiste de cette communauté.

Mais, comme on le sait, un léopard ne peut pas effacer ses taches. Une enquête vidéo très récente, menée par une journaliste infiltrée du site d'information Fanpage, a révélé que le parti Fratelli d'Italia et son organisation de jeunesse « Gioventù nazionale » conservent intacts la culture politique et les rituels fascistes : sur les images, on peut voir, dans le hall de l'un des principaux locaux du parti à Rome, en présence de dirigeants nationaux, des saluts au bras levé, des cris de « *sieg heil* » ou « *duce, duce, duce* », des déclarations nostalgiques de la période mussolinienne et même des attentats de l'extrême droite des années 1970 et 1980 (qui ont coûté la vie à des centaines de personnes), ou encore des déclarations ouvertement antijuives.

Giorgia Meloni a réagi à la publication de l'enquête avec colère et

tristesse : « *Il n'y a pas de place pour les nostalgiques du totalitarisme du 19^e siècle ni pour les positions racistes ou antisémites* », mais aussi avec embarras, car de telles enquêtes mettent à nu sa duplicité et ses équilibres politiques, ainsi que ceux de son parti et de son gouvernement. À tel point qu'elle a voulu ajouter : « *Nous avons fait de la transparence et de la cohérence nos marques de fabrique. Nous faisons ce que nous disons et nous sommes ce que nous paraissions être. Il n'y a pas d'astuce, il n'y a pas de tromperie* ». Elle a ensuite demandé à la jeune représentante du siège local du parti de démissionner, ce qu'elle a fait avec une camaraderie disciplinée.

Mais la colère et l'embarras ont été les réactions d'un moment, car Giorgia Meloni est parfaitement consciente qu'elle ne peut se passer de la base militante néofasciste du parti, mais aussi du fait que ces polémiques ne parviennent pas à ébranler significativement le consensus politique, social et électoral qu'elle a conquis.

FRANCE ET ITALIE, SIMILITUDES ET DIFFÉRENCES

L'expérience italienne, malgré le positionnement européen différent de FdI et du RN, peut être très utile pour une extrême droite française qui aspire à gouverner : savoir gérer l'équilibre entre la démagogie populiste et capacité à s'affirmer comme « *force de gouvernement* » face aux classes dirigeantes et aux institutions financières, savoir montrer les deux visages sans renier l'un ou l'autre.

Il y a toutefois, des grandes différences entre les réalités politiques des deux pays. La perception du danger d'un gouvernement d'extrême droite en Italie a diminué depuis la fin du siècle dernier, lorsque le pays était indifférent à la présence de ministres néofascistes dans les gouvernements de Berlusconi (Giorgia Meloni elle-même a été ministre de la Jeunesse entre 2008 et 2011). L'appel au « vote utile antifasciste », c'est-à-dire au désistement en cas d'élection d'un néofasciste à un poste, n'a jamais fonctionné.

La majorité de la gauche italienne, même radicale, tout en se déclarant « héritière » de la Résistance de 1943-45 et de la Constitution de 1948, a toujours pratiqué une ligne

antifasciste symbolique et nostalgique. Pour preuve, les résultats électoraux de ses listes, dont les scores se plaçaient toujours entre 6 % et 8 %, ont chuté au point qu'elle n'a plus aucune présence institutionnelle nationale.

Dans ce contexte, l'arrivée de Fratelli d'Italia au gouvernement a été vécue en Italie comme un changement « normal », occultant la signification historique de ce qui s'est passé à l'automne 2022, à 100 ans de la prise de pouvoir de Mussolini. En mars 2023, le groupe de direction du principal syndicat italien, la CGIL, a eu l'idée monstrueuse d'inviter Giorgia Meloni à s'exprimer sur la scène de son 19^e congrès. Elle a tenu un meeting de 40 minutes devant un millier de délégués et des milliers d'invités.

En Italie, nous avons affaire à une gauche affaiblie, désormais résignée aux tactiques électorales dans la recherche désespérée d'un retour à une présence institutionnelle, dépourvue de dirigeants capables d'être en phase avec les masses ouvrières et populaires et proposer un programme social incisif. Du côté des organisations syndicales la situation n'est pas en reste : celles-ci apparaissent plus engagées dans la défense de leurs appareils puissants que dans celle des conditions de travail et de vie de la classe ouvrière.

La dernière lutte nationale victorieuse menée par la CGIL a été celle de 2002 contre le projet Berlusconi d'abrogation des règles de protection contre les licenciements arbitraires. Depuis lors, ces règles ont été discrètement abrogées par des gouvernements « amis » sans aucune opposition syndicale.

Enfin, ce qui manque en Italie, par rapport à la France, c'est cette poussée d'en bas, souvent très jeune et féminine qui, dès le soir du 9 juin, a contraint les groupes dirigeants des différents partis de gauche à trouver « *l'unité dans la rue et dans les urnes* ». Au printemps 2023, cette même énergie avait contraint les syndicats à construire l'unité inter-syndicale pour défendre les retraites face à l'offensive de Macron. C'est la différence entre les luttes menées et les luttes non menées, car, comme le disait Ernesto Che Guevara, « *celui qui se bat peut perdre, celui qui ne se bat pas a déjà perdu* ». □

Comment l'extrême droite française prospère au détriment de la gauche

PAR JULIAN MISCHI

Les travailleurs et travailleuses français·es votent davantage pour le Rassemblement national que pour d'autres partis, mais dans leur grande majorité, ils et elles ne votent pas du tout : Marine Le Pen a su exploiter le vide laissé par le déclin des organisations ouvrières.

Pendant des décennies, la gauche française a été dominée par le Parti communiste (PCF), qui a su construire de solides réseaux dans la classe ouvrière tout au long du 19^e siècle. Mais son déclin à partir des années 1980, étroitement lié à la destruction des conditions sociales et organisationnelles qui ont longtemps permis la participation des travailleurs/ses à la vie politique française, a donné à des groupes sociaux et à des militant·es très éloigné·es de la classe ouvrière la possibilité de s'exprimer politiquement en son nom. Le Front national, devenu le Rassemblement national (RN) en 2018, a été l'un des principaux bénéficiaires de cette crise : bien qu'il n'ait pas de véritable base militante dans les quartiers populaires et les usines, il peut aujourd'hui se présenter comme le « parti des travailleurs ».

GRANDEUR ET DÉCADENCE D'UN PARTI OUVRIER

Fondé en tant que parti de la classe ouvrière dans l'entre-deux-guerres, le Parti communiste a été, de 1945 aux années 1970, la principale force militante et électorale de la gauche française. Son organisation était ancrée dans la classe ouvrière ; souvent dirigé par des cadres qui en étaient issues, son poids politique était d'autant plus important que la classe ouvrière avait plutôt une bonne cohésion sociale. Les ouvriers qualifiés de la métallurgie et les salarié·es des entreprises publiques à statut protégé (rail, gaz ou électricité) y jouaient un rôle clef. La proximité entre les lieux de travail et les zones résidentielles permettait en outre que

l'activité politique déployée sur les lieux de travail s'étende facilement aux lieux de vie.

Mais la crise industrielle de la fin des années 1970 a frappé les couches supérieures des classes populaires, dont étaient issus la plupart des dirigeant·es communistes. La précarisation de l'emploi et les effets durables du chômage de masse provoquèrent un recul des luttes sociales en fragilisant la transmission de la culture de classe : de plus en plus de travailleurs/ses s'embauchèrent dans de petites entreprises ou dans des emplois isolés du secteur tertiaire, toujours plus éloignés de leur lieu de vie. Or dans ces conditions de travail dégradées, la distinction entre salarié·es et employeurs ne prend plus la même forme qu'à l'usine, et l'organisation syndicale n'en est que plus difficile.

Si les transformations de la production et des conditions de vie de la classe ouvrière ont contribué au déclin du parti, les politiques menées par ses dirigeants l'ont accéléré. Pour de nombreux ménages ouvriers, le PCF est associé au démantèlement de l'industrie en raison de son rôle dans les gouvernements français de 1981-1984 et de 1997-2002. La crise de la sidérurgie dans l'est de la France s'est aggravée avec l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981. En 1997, le gouvernement dit de « gauche plurielle », qui comprend des ministres PCF, lance une vague de privatisations. La déception à l'égard du gouvernement dirigé par le Parti socialiste affecte également le PCF, d'autant plus qu'il lui était associé dans la gestion

des conseils municipaux depuis les années 1970.

Il y a également eu une rupture idéologique. Dans les années 1990 et 2000, l'ancien « parti de la classe ouvrière » tend à perdre son orientation de classe. Loin de se présenter comme un parti de classe, l'objectif du PCF est alors simplement d'être représentatif de la « société » dans sa « diversité », au détriment des intérêts spécifiques de la classe ouvrière et de la priorité donnée à la lutte contre l'exploitation capitaliste. La volonté de construire une image nouvelle, « moderne » et « ouverte », de la politique communiste qui a accompagné le rejet explicite du stalinisme s'est également traduite par le mépris des approches « ouvriéristes » et des structures du centralisme démocratique.

Certes, le travail de tri de la base militante du PCF laissait peu de place à la démocratie interne. Mais il avait bel et bien permis de constituer un corps de dirigeant·es issus de la classe ouvrière. Au fur et à mesure que le nombre de membres du parti a diminué, le langage de « l'ouverture à la société » a encouragé une intégration encore plus grande du PCF dans les rouages institutionnels de la politique locale comme nationale. Les processus de sélection, de formation et de promotion des militant·es de la classe ouvrière s'en sont trouvés affaiblis, et l'organisation du PCF s'est réorientée vers les classes moyennes. Les ouvrier·es et les employé·es ont eu



tendance à être marginalisé·es au sein de l'appareil du PCF, où se sont mises à prédominer les catégories les plus éduquées, telles que les enseignant·es et les cadres.

De même, le mouvement syndical a perdu du poids dans la composition de la direction du PCF. À sa place, les responsables politiques ont gagné en influence : la proportion d'élus·es, de chef·fes de projet, d'attaché·es parlementaires et autres figures d'autorité locale, s'est accrue, et la relation entre le parti et les populations locales dépend de plus en plus du rôle des cadres, des élus locaux ou des fonctionnaires, et de moins en moins de l'activité des militant·es du parti. Maintenir un ancrage dans l'administration locale est devenu un objectif central, et le fait d'avoir une formation universitaire ou de posséder des compétences managériales est désormais considéré comme un avantage pour rejoindre le PCF et grimper dans sa hiérarchie interne.

L'EXTRÊME DROITE ET LA STRUCTURE DES CLASSES SOCIALES

C'est dans ce contexte d'affaiblissement de l'ancrage du PCF dans la classe ouvrière que le parti d'extrême droite a commencé à se développer. Bien que le Front national ait bénéficié d'une base électorale importante au sein de la classe ouvrière

à partir du milieu des années 1980, son ancrage en termes de structuration de classe n'était pas celle du PCF qui, lui, était fondé sur une alliance entre des syndicalistes de la classe ouvrière et des membres de la petite bourgeoisie culturelle (enseignant·es, travailleurs/ses sociaux et culturels). Ce n'est pas le cas du parti de Le Pen : ses réseaux sont presque toujours construits autour de convergences entre une petite bourgeoisie indépendante (commerçant·es, artisan·es) et les salarié·es de l'artisanat et des petites entreprises, qui sont souvent enfermés dans des relations de proximité et de dépendance personnelle avec leurs patrons.

Le parti compte également sur le soutien des cadres et des professions intermédiaires du commerce de détail, un groupe socioprofessionnel en expansion qui est au cœur des transformations récentes du secteur privé. Il serait donc réducteur d'envisager la montée en puissance des idées du Rassemblement national sous le seul angle de la désindustrialisation. Elle se nourrit également de la recomposition du monde du travail et du maintien de l'emploi industriel sous des formes spécifiques, par exemple autour de l'industrie agro-alimentaire. Le Rassemblement national ne gagne pas nécessairement du terrain chez les catégories indépendantes en situation de déclassement. De fait, le basculement de la population vers l'extrême droite peut

trouver son origine dans une mobilité professionnelle ascendante, souvent liée à l'accession à la propriété dans les zones rurales : le vote RN y a pris une telle ampleur qu'il rassemble aujourd'hui différents types de profils sociaux partageant une même vision positive du modèle de l'indépendance et de la réussite individuelle. Dans certains contextes, le RN a permis à des personnes issues des classes populaires de rejoindre ses listes aux élections locales, intégrant ainsi des personnes souvent exclues de la compétition politique.

Mais à la différence du PCF des décennies précédentes, il ne s'agit pas d'une stratégie délibérée. Les dirigeant·es du Rassemblement national cherchent plutôt à présenter des candidat·es disposant d'une combinaison de capital économique et culturel, comme les professions libérales, mais leur volonté se heurte à la faiblesse de leurs forces militantes et à la composition sociale de leur base électorale.

UN ÉLECTORALISME SANS MILITANTISME

Si le parti d'extrême droite s'est inspiré du PCF dans les années 1990, il est loin d'être structuré sur le même modèle : dans les quartiers populaires, le RN reste peu organisé, ses réseaux sont fragiles, son pouvoir municipal est relativement limité et son implication dans les associations de quartier est faible. À l'issue des élections municipales de 2020, il n'a

remporté que seize municipalités et vingt-six conseiller·es départementaux dans toute la France, ce qui est loin de sa force aux élections nationales. Marine Le Pen est arrivée en deuxième position aux élections présidentielles de 2017 et 2022, mais ces scores se traduisent encore difficilement au niveau local et en termes de base militante.



Manifestation contre l'islamophobie appelée par plusieurs partis, syndicats et associations, Paris, 10 novembre 2019. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

S'il est vrai que le parti monte en puissance depuis plusieurs années, avec une augmentation du nombre de ses élu-es, notamment des député-es, les cas où il a construit une présence structurée au niveau local – comme à Hénin-Beaumont, ancienne ville minière du nord de la France qui a aujourd'hui un maire RN – restent exceptionnels.

Alors que les médias présentent souvent les classes populaires comme la principale base de soutien du Rassemblement national, il faut pourtant signaler que ce parti n'a jusqu'à présent trouvé que peu de légitimité parmi les organisations ouvrières existantes. Il ne prospère qu'à ses marges, précisément lorsque les grandes entreprises – foyers de la lutte sociale et de l'organisation syndicale – ferment et que les solidarités ouvrières se désagrègent ou se reconstituent en dehors des syndicats. Les salarié-es des grandes entreprises, en particulier dans le secteur public où il existe encore des traditions de lutte, soutiennent beaucoup moins le RN.

Il serait donc erroné de penser qu'il a pris la place qu'occupait le PCF dans les quartiers populaires, notamment dans les zones rurales, où son audience électorale est pourtant très forte. Il a encore du mal à trouver des candidat-es pour se présenter aux élections dans plusieurs localités, même là où il a obtenu beaucoup de voix. Il ne s'agit pas de minimiser ou de sous-estimer son influence : la dynamique est incontestablement de son côté. Mais il reste que sa croissance électorale ne s'accompagne pas nécessairement de la construction d'une présence locale structurée, et le RN peine à s'implanter dans le militantisme. Les études de sociologie politique montrent que les manifestations de soutien au parti au niveau local sont largement informelles : elles sont en grande majorité le fait de sympathisant-es non affilié-es qui se réunissent, par exemple, dans un club de pêche ou dans un café. Ainsi, les idées du RN se répandent sur fond de désintégration de la gauche. C'est de ce côté du spectre – la gauche militante – que la résistance de la classe ouvrière peut être observée. Mais celle-ci se manifeste moins à travers le PCF qu'à travers le mouvement syndical.

LA FORCE DU RASSEMBLEMENT NATIONAL EN MILIEU RURAL

Dans les petites villes rurales, où le RN accumule un nombre de voix assez important, les militant-es de gauche sont de plus en plus rares. Souvent, seuls les réseaux syndicaux restent actifs pour défendre les valeurs progressistes contre les idées d'extrême droite, que ce soit sur les lieux de travail ou dans les quartiers. J'ai pu le constater lors d'une étude de terrain dans une localité rurale et ouvrière du centre-est de la France, où le vote RN est important et en progression constante. Dans la ville de trois mille habitant-es située au cœur de cette zone, Marine Le Pen est arrivée en tête des trois élections présidentielles auxquelles elle a participé et a connu une progression fulgurante : 22% en 2012, 30% en 2017 et 38% en 2022. Lors de ces dernières élections, elle a obtenu 59% au second tour, devançant nettement Emmanuel Macron.

Première force électorale loin devant les autres partis, le Rassemblement national n'a pas de militant-es déclaré-es au niveau local et n'est pas en mesure de constituer une liste pour les élections municipales. Ses candidat-es aux élections départementales de 2015 étaient inconnu-es de la grande majorité des habitant-es et des élu-es locaux : une jeune femme de 23 ans, inscrite en école d'infirmières à Paris, au parti depuis seulement un an, et un enseignant de 27 ans qui vit et travaille dans le chef-lieu du département. Membre de réseaux chrétiens fondamentalistes, il avait adhéré au parti quatre ans auparavant. Aucun-e des candidat-es n'habite la région, pas plus que leurs colistier-es (un étudiant en droit travaillant dans un cabinet parisien et une femme d'affaires inconnue dans la région). Le parti n'a pas été en mesure de présenter des candidat-es aux élections départementales suivantes, en 2021, et le candidat aux élections législatives de 2017 a été mis à l'écart pendant un certain temps après les élections, avant de finalement abandonner la région. En 2022, un nouveau candidat aux législatives – avocat au Barreau de Paris – s'est hissé au second tour.

Cette situation est loin d'être exceptionnelle. Dans l'une des quelques municipalités gagnées en 2014, dans le sud de la France, la liste d'extrême droite était menée par des personnes

peu connues de la population, ayant peu d'histoire active au sein du parti, et qui ont elles-mêmes été surprises d'être élues. Chaque fois que la ville du centre-est de la France que j'ai étudiée se rend aux urnes pour des élections nationales, la grande majorité des personnalités impliquées dans la sphère publique locale (élu-es, membres d'associations, syndicalistes, candidat-es, etc.) expriment leur incompréhension face aux résultats généraux, qui semblent en décalage avec la campagne menée sur le terrain, où le RN est absent.

Ces habitant-es impliqué-es dans les organisations et associations de la scène municipale sont principalement issu-es des couches supérieures de l'espace social local provenant des classes moyennes : enseignant-es, cadres moyen-nes, commerçant-es, agent-es de maîtrise, employé-es de bureau, ingénieur-es, etc. Les figures ouvrières, pourtant majoritaires dans la population générale, sont moins présentes. Une exception : les cheminot-es.

LES CHEMINOT-ES CONTRE L'EXTRÊME DROITE

J'ai mené mon enquête de terrain principalement auprès des cheminot-es, en particulier des membres de la CGT, qui représente la majorité des salarié-es de la SNCF. Parmi les facteurs expliquant le maintien de l'engagement syndical des cheminot-es dans cette petite ville, on peut citer une longue histoire remontant au 19^e siècle marquée par la présence d'un atelier de maintenance employant près de trois cents personnes.

Les cheminot-es bénéficient d'une certaine stabilité professionnelle qui facilite leur engagement politique. Ils et elles disposent de ressources, et d'une continuité d'emploi que n'ont pas d'autres figures ouvrières locales en situation plus précaire (métallurgistes, ouvrier-es d'abattoirs, menuisier-es, employé-es de maison, assistantes maternelles, employé-es de supermarchés, maroquinier-es, etc.) Cependant, les cheminot-es ne sont pas isolé-es de ces éléments des classes populaires les plus pauvres : leurs conjoint-es, comme leurs enfants, ont souvent du mal à trouver





un emploi stable, et beaucoup sont en situation précaire. Dans le secteur privé, ils ou elles n'ont généralement pas trouvé de syndicats, et leur expérience du travail subalterne a nourri un sentiment d'injustice sociale : une méfiance à l'égard de l'autorité patronale qui peut alimenter le vote pour l'extrême droite. Ce n'est que lorsque ces travailleurs/ses ont atteint une certaine stabilité au sein de la SNCF que la question de l'affiliation syndicale se pose réellement.

Le vote d'extrême droite se nourrit du rejet des figures fantasmées de « l'étranger », du « musulman », de « l'assisté », autant d'images véhiculées par les débats médiatiques et les leaders politiques de droite, mais aussi de plus en plus de gauche. Cependant, la socialisation dans certains syndicats – comme la CGT cheminots – est orientée vers des valeurs progressistes, vers la découverte des causes sociales et politiques de la situation de chacun·e. Si une lecture racialisée des divisions sociales peut prévaloir au sein de la classe ouvrière locale, elle n'apparaît guère au sein du syndicat lui-même. Parmi les dirigeant·es syndicaux, la proximité avec le RN et ses valeurs est explicitement condamnée comme un obstacle à la prise de responsabilité.

Ainsi, lors d'un débat interne, une syndicaliste de trente-cinq ans émet des réserves sur l'intérêt de « recruter des adhérent·es pour le plaisir » : prenant l'exemple d'un jeune cheminot affilié au syndicat qui, selon elle, n'a pas « l'ouverture d'esprit » attendue d'un membre de la CGT, elle associe explicitement les valeurs syndicales à des attitudes morales telles que la tolérance à l'égard des immigrés et des homosexuel·les. Même si entre syndiqué·es, le racisme et le sexisme peuvent s'exprimer sous une forme ou une autre, ces opinions ne peuvent pas trouver une expression légitime au sein du collectif syndical lui-même. Elles viennent de la marge, c'est-à-dire des travailleurs/ses les plus éloigné·es du syndicat, et sont vouées à provoquer des interpellations.

Cette prise de distance avec le parti d'extrême droite est le résultat d'une socialisation politique au sein du

syndicat. Mais elle peut aussi être un moteur d'adhésion à la CGT. C'est le cas de Stéphane, responsable des jeunes de la CGT, qui se dit « sensible au discours du syndicat » dès son adhésion, « en lien avec tout ce qui était [son] idéologie d'origine » et « la lutte pour la justice sociale ». Sa « révolte contre l'injustice » vient en partie de ses pratiques culturelles d'adolescent fan de groupes de rock punk de gauche. Particulièrement sensibilisé à l'antiracisme, il a eu, lors de son entrée à la SNCF au début des années 2000, plusieurs « bagarres » avec ceux qui « disaient des choses racistes ». Lorsque Stéphane est arrivé, un autre syndicat dominait sa salle d'affectation, dont le représentant s'est joint à ces propos racistes. « Puis il s'est calmé. Il s'est calmé le jour où un gars, Mehdi, qui était [...] français mais d'origine maghrébine, est arrivé ». La présence de Stéphane et de Mehdi a fait reculer l'atmosphère ouvertement pro-Le Pen.

Stéphane a poursuivi son combat dans l'arène politique locale, où il a rejoint l'opposition contre le maire élu en 2008 dans sa ville de quatre mille habitant·es. Le maire, agent général d'assurance indépendant, avait été candidat pour le RN en région parisienne au début des années 1990. La mobilisation sociale des employé·es municipaux et les protestations des militant·es antifascistes, étroitement liées aux réseaux des syndicats des employé·es à statut protégé (tel·les que les cheminot·es et les fonctionnaires locaux) et des enseignant·es, ont contribué à mettre fin à son mandat en 2014.

LES ABSENCES DE LA GAUCHE

Comme on peut le voir dans ce cas, les syndicalistes jouent un rôle clé pour contrer l'influence de l'extrême droite dans les quartiers populaires. Les alliances syndicales locales permettent aux militant·es de se rencontrer en dehors du lieu de travail. Cependant, en ces temps de répression antisyndicale intense, les militant·es syndicaux sont souvent contraint·es de se concentrer uniquement sur leur lieu de travail et le soutien politique qui peut leur être apporté reste faible.

Loin de chercher à renforcer le syndicalisme – ce qui serait un moyen de contrer l'extrême droite –, les gouvernements français successifs, notamment la présidence du socialiste François

Hollande (2012-17) puis de son ministre de l'Économie, Emmanuel Macron, ont encore affaibli les contre-pouvoirs des travailleurs/ses sur leur lieu de travail, dans un contexte de déstabilisation croissante de la condition ouvrière.

En outre, le fonctionnement des partis de gauche tend à marginaliser les classes populaires et leurs représentant·es syndicaux. La direction de la principale force de gauche, La France insoumise, refuse toute structuration avec de vrais adhérent·es, des congrès, le développement de groupements locaux, etc. Explicitement conçue comme un mouvement et non comme un parti, LFI doit lutter durement pour exister en dehors des périodes de campagne électorale et prendre pied dans la vie de la classe ouvrière. Le mouvement s'appuie principalement sur ses député·es et sur la mobilisation des catégories sociales éduquées, sans pouvoir faire appel aux structures militantes des quartiers populaires et des zones rurales.

Le modèle historique du PCF, comme celui du Parti socialiste avec ses différents courants internes, est aujourd'hui un modèle que La France Insoumise rejette expressément. Et à juste titre, en ce qui concerne le manque de démocratie interne du PCF. Mais il y a peut-être des leçons politiques à tirer de l'histoire centenaire du PCF en ce qui concerne la mobilisation des classes populaires. Celle-ci était assurée par diverses pratiques collectives qui accordaient une grande importance à l'origine sociale des militant·es et valorisaient le rôle des syndicalistes.

Aujourd'hui, on rejette l'organisation formelle pour lui substituer un mouvement lâche de sympathisant·es, qui valorise à tout prix « l'horizontalité » et les stratégies individuelles de personnalités issues de la « société civile » ou de parlementaires. Mais une telle stratégie s'avère insuffisante pour assurer l'enracinement dans la classe ouvrière d'une alternative politique au capitalisme, voire d'une lutte contre l'extrême droite. C'est un combat qui se joue non seulement dans les urnes, mais aussi sur le terrain, dans les lieux de vie et de travail au quotidien. □

Version réduite et traduite de l'espagnol, avec l'aide de DeepL, de l'article paru le 6 mai 2024 dans la revue *Jacobin*.

Le vote RN : le pouvoir structurant du racisme

PAR HAFIZA B. KREJE ET ÉDOUARD SOULIER

La progression continue de l'implantation du Rassemblement national en France doit poser question sur sa résistible ascension. Il est notre adversaire principal car ce n'est pas la nation qu'il « rassemble », mais les forces les plus réactionnaires du pays et les groupuscules d'extrême droite.

Cependant, nous pouvons encore résister : la réussite électorale du NFP et le « barrage » maintenu contre le RN est un répit pour nous permettre de nous organiser. Nous avons rendez-vous avec l'histoire

LE RN, MÉDIATION DES AVANT-GARDES FASCISTES

Les élections législatives ont été le lieu d'une participation record (66,71% au premier tour et 67,5% au second tour), aussi l'obtention de près d'un tiers des voix par le RN souligne-t-elle l'assise très large dont il dispose, qui déborde sur plusieurs classes. Si le RN est indéniablement la continuation du FN de Jean-Marie Le Pen, l'élargissement de son électorat est une des caractéristiques du RN. Le FN est né de l'ambition de groupuscules fascistes souhaitant s'ancrer dans le système électoral en s'agrégeant un discours poujadiste : l'alliance des fascistes et d'une petite-bourgeoisie arc-boutée sur le privilège national est aujourd'hui ce qui fonde la continuité profonde du RN comme « parti de masse » avec les « avant-gardes » du fascisme que sont les groupuscules d'extrême droite. La consolidation de Reconquête n'est qu'une recombinaison de ces groupuscules et non une transformation de son rapport au RN, que la versatilité institutionnelle de Marion Maréchal-Le Pen illustre très bien.

Son implantation de masse n'est néanmoins pas une « massification » de ces avant-gardes. On pourrait donc incliner vers une distinction entre une « réalité » du RN – son programme fasciste et ses origines – et un électorat manipulé qui viendrait soutenir presque innocemment ce projet. C'est la thèse des « fâchés pas fachos » ou encore de la « colère mal

orientée » : cette lecture n'est rien moins qu'idéaliste et essentialiste donc anti-marxiste puisqu'antihistorique. Elle suppose l'immutabilité d'un projet – souvent par la place de ses fondateurs – et la distinction entre une « apparence » et une « réalité ». Au contraire, il nous faut nous rappeler la leçon de Lukács dans *Histoire et conscience de classe*¹ : l'analyse de la situation doit être celle d'une totalité dialectique qui interdit d'une part tout réductionnisme de l'explication de la conjoncture à un facteur majeur, et qui d'autre part nous demande d'articuler clairement « apparence » et « réalité » des rapports sociaux par ses médiations. Si l'on schématise une application : le RN est une médiation et nous avons raison d'identifier le caractère instrumental du parti de masse et de l'insertion du RN dans les institutions, mais nous aurions tort de faire de cet « outil » un moyen indifférent au projet fasciste. Le RN, au contraire, est le moyen de la revendication du racisme d'État – autrement dit « de la préférence nationale ».

Le vote RN structure désormais une véritable conscience de soi des suprémacistes blancs déclassés : dès le premier tour des élections, le RN a obtenu autant de sièges que le NFP. Sur 76 élu-es, 39 étaient au RN, ce qui traduit une implantation très forte du vote, mais également une sur-représentation du vote RN dans certaines villes. Fait important, là où il a déjà été élu, le RN continue à progresser et n'enregistre pas de reflux suite aux « difficultés » de la politique institutionnelle. Le projet du RN, résolument anti-social, est donc bien choisi par ses électeurs. Plus encore, il peut incarner une véritable ascension vers un petit notariat : la composition de

l'assemblée de 2017 mettait en évidence la part des « auxiliaires politiques » parmi les député-es RN – des professionnels du parti, donc.

Enfin, de manière globale, la théâtralisation de l'adhésion d'Éric Ciotti – et, surtout, ce qui devrait nous préoccuper, des jeunes LR – à une convergence avec le RN traduit au sommet une convergence déjà établie à la base entre la droite « traditionnelle » et le RN. Il est en effet notoire de repérer la conversion d'une bonne partie du vote sarkozyste vers le vote RN : ce sont donc les espaces où on votait traditionnellement à droite que l'on voit se déporter le vote. Si le RN se présente par ailleurs comme un parti ouvert aux classes populaires, il comporte la même proportion de cadres issus des professions intellectuelles que les autres : il y a un écart entre la sociologie des votants, et celle des élus.

LE RN EST LE CREUSET DES PRIVILÉGIÉS, PAS DES DÉCLASSÉS !

La superposition du vote RN à celle de la densité de population est à ce titre éclairante. Pour Félicien Faury², l'une des explications qui peut être fournie à cette superposition est le rapport à la dotation en services publics : cette dotation n'est pas à envisager sous l'angle victimaire utilisé par Christophe Guilluy d'une « France périphérique » délaissée, mais plutôt par la critique de la socialisation des ressources par l'impôt devant le « mérite » de l'honnête travailleur blanc « des classes moyennes ».

En effet, cette bourgeoisie stabilisée par son patrimoine se refuse au



déclassement que manifesterait la coexistence avec des minorités racisées : quand bien même elles accèdent à la classe moyenne, celles-ci ramènent avec elles leur *iconic ghetto* et charrient par leur seule présence toutes les représentations associées aux « quartiers » : c'est ainsi la recherche d'un entre-soi blanc, et la préservation d'un capital foncier menacé par l'installation des racisés qui est en jeu³. Félicien Faury rapporte ainsi la récurrence d'un *white flight* (« fuite des Blancs ») en provenance de zones de plus en plus diversifiées sur le plan racial ou ethnoculturel, (NDLR) dans de nombreux profils d'électeurs du RN.

C'est de cette manière qu'on peut lire une autre spécificité de l'électorat RN : son faible niveau d'études et son faible niveau d'intégration à une économie tertiaisée dont les postes d'encadrement sont globalement réservés à une élite éduquée. La moitié des électeurs qui n'ont pas obtenu le baccalauréat ont voté RN : ce sont donc des artisans, mais aussi des ouvrier-es ou des employé-es des collectivités. Elles et ils sont aussi plus âgé-es que la moyenne des votants, et de fait, bien qu'on évoque beaucoup la jeunesse autour de Jordan Bardella, le cœur de l'électorat du RN reste la tranche entre 50 et 60 ans.

Il ne s'agit pas de faire du choix plus progressiste des travailleurs/ses qualifié-es

la marque d'une supériorité morale, mais au contraire d'une nécessité matérielle : des carrières nécessitant des capacités à quitter l'entre-soi communautaire blanc produisent des dispositions à « supporter » la mixité, voire à l'apprécier. Ainsi, la progression récente de l'extrême droite parmi les enseignant-es, majoritairement blanc-hes, touchés par une politique institutionnelle ouvertement raciste met en évidence qu'il ne s'agit pas d'une équation à produire entre « niveau d'étude » et « ouverture culturelle ». À l'inverse, la concurrence des racisé-es dans les métiers peu qualifiés participent à expliquer matériellement le vote RN comme avatar de la division raciste de la classe.

QUELLE STRATÉGIE À L'AVANT-GARDE DU MOUVEMENT OUVRIER ?

Devant le racisme, point de romantisme. Le vote RN est certes assez largement réparti en termes de revenus : il n'est donc pas le parti des « petits-blancs », ni de notre classe en particulier : mais il l'inclut. C'est la partie de la classe qui préfère la solidarité de race à la solidarité de classe. Dans cette perspective, le désillusionnement d'électeurs/rices qui n'espèrent pas avec le RN une reconfiguration économique drastique prend un autre sens : celui de la défense et du maintien du privilège du blanc.

Il nous faut donc prendre le contrepied de cette démarche : si nous

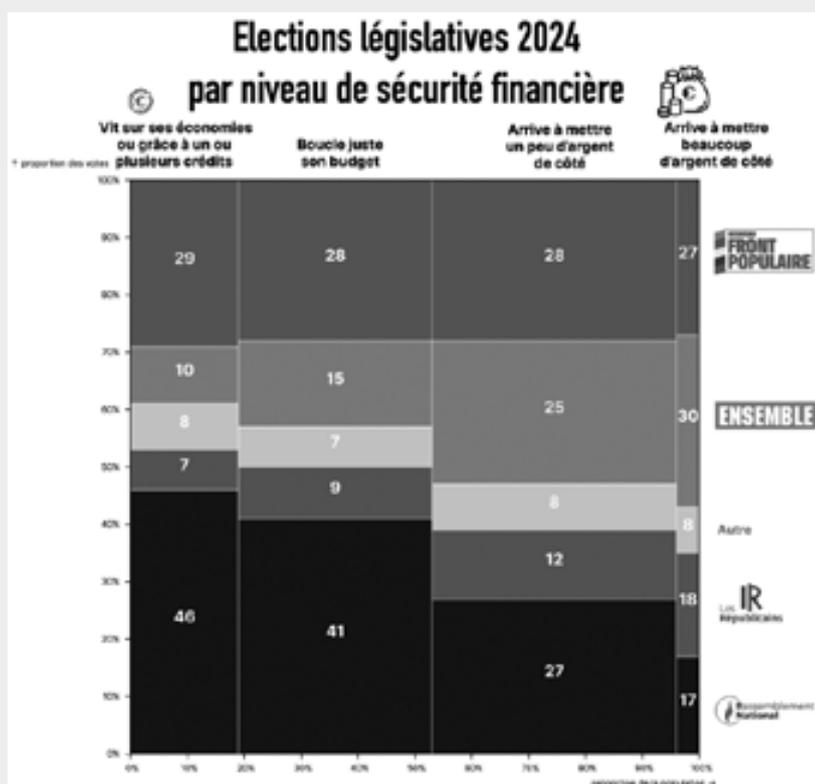
savons devoir combattre l'impérialisme dans notre propre pays, pourquoi ne combattons-nous pas aussi clairement le colonialisme en notre propre classe, pour saper la collaboration de race ?

En 2024, la « conservation des acquis » a un nom, qui est en même temps le cri de défense de nos retraites, entre en écho avec la défense raciale d'une France blanche et de son « système social qui ne peut pas accueillir toute la misère du monde » : la tentative du RN de s'accaparer le mouvement social en est le signe – et plutôt que d'y voir un opportunisme, nous devons nous interroger sur l'urgence à déconstruire les stigmates de l'universalisme colonial français qui gangrène les revendications transitoires que nous formulons.

Admettre le *statu quo* avec le consensus raciste n'est pas un moyen terme, dû à la faiblesse de la conscience de la classe sur des enjeux minoritaires, mais pave la voie à l'extrême droite en ne combattant pas la collaboration de race. Il faut donc repenser en profondeur l'ensemble de ces fondamentaux, et ne pas oublier que le front unique, nécessaire devant la faiblesse de la conscience de classe, implique la critique de la politique majoritaire.

Les parties de notre camp qui sont capables d'envisager la rupture ne sont pas les classes astreintes à la protection de leurs acquis et de leur privilège blanc, mais ce sont les « urbains mondialisés » qui expriment en termes psychologiques la nécessité de faire advenir des « futurs désirables » : il faut politiser à partir de cette base, et non à partir d'une adhésion fantasmée de masses qui ont fait le choix du racisme : nous ne devons pas nous montrer paternalistes, mais affronter le racisme partout et construire la riposte avec tou-ttes ceux qui le veulent.

La menace du fascisme que représente la montée de l'extrême-droite doit nous alerter : et nous devons trouver les moyens de construire une alternative claire que le travail unitaire ne suffira pas à incarner mais renforcer une ligne antiraciste et anticoloniale. Il faut faire exister un parti de rupture au sein d'une gauche de rupture sur les questions raciales. □



1) G Lukacs, Histoire et conscience de classe, Éd. De Minuit.

2) F. Faury, Des électeurs ordinaires, Seuil.

3) E. Anderson, Black in white space, The enduring impact of color in everyday life, 2021.

4) R. Greggan, H. B. Kreje, « Les enseignants sont-ils des nouveaux prolétaires », revue L'Anticapitaliste.

La bataille de l'hégémonie : les médias, l'extrême droite et nous

PAR HÉLÈNE MARRA

La production culturelle ainsi que les stratégies de positionnement et de mise en visibilité médiatique sont devenues des ressources fondamentales pour les acteurs politiques. La montée des idées d'extrême droite et leurs succès électoraux dans plusieurs pays européens et dans le monde ont ainsi réactualisé la vieille question du pouvoir des médias et de leurs effets sur les comportements de vote.

S'il est important de préciser que l'industrie culturelle et médiatique n'a pas un impact direct sur les élections et les opinions, les questionnements autour de sa fonction politique et de son rôle dans la bataille de l'hégémonie demeurent cruciaux.

USAGES CONTEMPORAINS DE LA THÉORIE DE L'INDUSTRIE CULTURELLE

Les premières études marxistes sur l'« industrie culturelle » ont été développées dans les années 1940 aux États-Unis par Adorno et Horkheimer, des chercheurs juifs issus de l'École de Francfort qui avaient fui l'Allemagne nazie. Les penseurs allemands pointent le fait que l'histoire du progrès technique n'est pas linéaire : son développement peut accompagner au contraire une forme d'aliénation sociale et politique mettant en crise le projet d'émancipation des Lumières. Dans le contexte du capitalisme avancé, la logique de la production capitaliste s'étend au domaine de la culture et de l'art. À l'instar des autres marchandises, les produits culturels ont comme principale vocation d'être vendus et consommés. L'ensemble des symboles, des modèles culturels et des récits médiatiques contribuent à construire une représentation de la réalité qui éloigne les masses de leur quotidien en stimulant une recherche du bonheur qui se retrouve sans cesse frustrée et réactivée par l'industrie. Faciles à consommer, ces œuvres favorisent l'adhésion et l'acceptation du

monde tel qu'il va, en enjoignant à chacun de rester à sa place. Il ne s'agit donc pas d'adhérer à une opinion mais à la société de classe tout entière par le biais d'une naturalisation de ses injustices et de ses formes de domination. « *La civilisation a de tout temps contribué à dompter les instincts révolutionnaires aussi bien que les instincts barbares. La civilisation industrialisée fait quelque chose de plus. Elle montre les seules conditions dans lesquelles nous sommes autorisés à vivre cette vie impitoyable* »¹. Jugée comme dépassée, pessimiste, élitiste voire méprisante vis-à-vis des masses, cette approche critique a été remplacée par les études sur la réception des médias et sur les nouvelles industries culturelles et créatives qui pointent l'importance des formes d'appropriation des technologies, des médias numériques et de la culture de masse. Ces études ont eu le mérite de montrer clairement que l'adhésion aux messages médiatiques n'est jamais automatique ni uniforme au sein des différentes classes et groupes sociaux : elle dépend d'une variété de facteurs (distribution du capital économique et culturel, trajectoires des acteurs sociaux, pratiques informationnelles, connaissances préalables, rôle des leaders d'opinion...). Toutefois, la prise en compte de la multiplicité des contextes de réception des médias n'est pas contradictoire avec l'hypothèse d'une influence de ceux-ci sur le temps long d'autant plus dans une société où les pratiques informationnelles et

communicationnelles sont de plus en plus pervasives (qui se diffuse à travers toutes les parties du système d'information, NDLR) et individualisées. La thèse principale de l'École de Francfort demeure donc d'une grande actualité : le processus de marchandisation a atteint une dimension intégrale au point que le *spectacle*², en tant que représentation médiatisée du vécu, est produit par la mise au travail des usagers du web³ dans le contexte du capitalisme de plateforme.

MÉDIAS ET HÉGÉMONIE

Dans la société capitaliste tardive, les technologies de l'information et de la communication deviennent indispensables non seulement pour organiser les échanges économiques et financiers, mais également et surtout pour construire le consensus et l'adhésion à l'ordre social capitaliste. Analyser le pouvoir des médias à partir du concept d'« hégémonie » permet donc d'éviter les écueils déterministes qui tendraient à essentialiser et à isoler le pouvoir de la communication des autres dimensions du pouvoir, notamment politique et économique.

La notion d'« hégémonie » est liée à l'ensemble des processus par lesquels on produit une pensée et une vision du monde à travers des productions culturelles, des savoirs et des valeurs





Visuel d'Attac

permettant de dégager une conduite morale et politique largement partagée dans une société à une époque donnée. Il s'agit donc d'une production qui est tout à la fois idéologique, culturelle, politique et morale, et qui arrive à guider les choix et les positionnements des individus, à produire un regard sur le monde qui permet la construction d'une culture de la classe qui dirige l'action et donc participe à façonner la société. Gramsci développe à ce propos la théorie des intellectuels organiques qui doivent pouvoir se positionner là où ces productions sont élaborées et diffusées, à la fois dans les champs du journalisme, de l'entreprise, politique, syndical, associatif, éducatif ou culturel. Il ne se réfère bien évidemment pas uniquement aux médias mais à l'ensemble des lieux qui sont susceptibles de produire et de transmettre la pensée pour qu'elle soit socialisée et qu'elle devienne un élément de coordination d'ordre intellectuel et moral.

L'hégémonie a une portée révolutionnaire quand les aspirations égalitaires des exploités et des opprimés deviennent des principes universels, à la fois éthiques et politiques, car ils s'unifient en une conception de la réalité qui donne à l'action une direction consciente⁴.

En ce sens, les médias et, plus largement, les technologies de l'information et de la communication doivent être pensées dialectiquement à la fois comme un moyen de reproduction et

de transformation de la société. En faisant dialoguer les deux approches théoriques de l'« industrie culturelle » et de l'« hégémonie », nous pouvons affirmer que l'industrie capitaliste transforme le *sujet* populaire, producteur d'une culture et d'une conception du monde, en un *objet*, fabriqué par les outils statistiques et les métriques algorithmiques du marketing. L'expression de la culture populaire, que Gramsci appelle aussi « le folklore », se retrouve donc déformée par une logique de la domination culturelle qui tend à invisibiliser l'expérience des rapports sociaux d'oppression. Comme pour Adorno, pour Gramsci ce phénomène était également lié à l'impérialisme culturel et médiatique des États-Unis sur l'Italie de l'époque : « une idéologie, née dans un pays plus développé, se propage dans des pays moins développés, en intervenant dans le jeu local des combinaisons »⁵, d'une façon à faire adhérer les classes subalternes à des styles de vie, des pratiques et des modèles culturels qui appartiennent et profitent aux classes dominantes.

LA FONCTION POLITIQUE DES MÉDIAS

L'industrie culturelle et des médias, comme toute autre industrie, est soumise à la logique de l'accumulation capitaliste. Contrôlée par la classe dominante, elle a donc une fonction éminemment politique. Elle contribue à façonner les consciences et les représentations, à éloigner les individus de

la réalité, matérielle et sociale, à les priver d'une expérience authentique du « monde vécu » et de ses structures. Il s'agit là d'une forme d'aliénation politique très forte qui peut en partie expliquer la massivité du vote pour le Rassemblement national dans le cadre des dernières élections européennes et législatives. Il ne faut pas pour autant se faire leurrer par la justification de la « fausse conscience » : les représentations médiatiques agissent là où la culture politique est faible. Le vote massif pour le RN, s'exprimant dans un contexte de forte participation électorale, est le reflet de contradictions historiques et sociales plus profondes. Vivant dans des zones rurales ou périurbaines, en grande partie ouvrier-es (57 % des ouvrier-es auraient voté pour le RN aux législatives de 2024) ou employé-es du privé, déçu-es par des décennies de politiques austéritaires et anti-sociales, confrontés-es au démantèlement du tissu industriel et des services publics, ces électeurs et électrices adhèrent au discours raciste et anti-migrant-es sans avoir été jamais confrontés-es directement aux phénomènes de migration. C'est donc une peur construite de l'extérieur et amplifiée par l'exposition prolongée aux discours médiatiques sur la sécurité, « la crise migratoire » ou « l'islam radical ». Il s'agit d'une croyance irrationnelle qui est rationalisée et normalisée par les discours médiatiques depuis plusieurs décennies, et qui rentre

clairement en contradiction avec les intérêts collectifs de classe.

FABRIQUE DE L'OPINION, NEWSMAKING ET DÉPOLITISATION

Les influenceurs/euses du web, les chaînes YouTube ou les communautés sur les réseaux sociaux revêtent aujourd'hui la même fonction que revêtait pour Gramsci le roman populaire. Cela signifie que la culture est composée également par les éléments les plus triviaux. Ainsi, comme le journaliste intégral essaie de créer son public, de la même façon les créateurs et créatrices de contenus engagés sur le web créent en même temps le produit et le public qui est susceptible de le consommer, remplissant une fonction à la fois d'information/éducation/vulgarisation et d'animation communautaire. La façon dont circulent les idées dans les espaces médiatiques est donc dépendante des métriques et des formats d'expression, de mise en visibilité et de circulation des plateformes numériques, ce qui impose aux intellectuel·les d'aujourd'hui de combiner des activités et des tâches extrêmement contradictoires. Liker, partager et s'abonner répondent à la fois à une logique économique de création de la valeur et à celle, plus politique, d'appropriation et de diffusion des idées et des conceptions du monde. La construction de la visibilité médiatique devient donc un objectif stratégique de premier plan.

Premièrement, elle se construit par les sondages qui, en tant qu'outils faiseurs d'opinion plus que d'analyse de celle-ci, permettent, non sans un certain nombre de biais, de placer au centre du débat les acteurs et les thèmes qui ressortent ou que l'on veut faire ressortir de l'enquête. Cela va influencer également l'espace qui leur est consacré dans les médias en impliquant donc un rétrécissement du champ politique.

Il y a ensuite un phénomène de reproduction ou, comme le définissait Pierre Bourdieu, de « *circulation circulaire de l'information* »⁷ : les médias ont tendance à reprendre les thèmes et à mettre en avant les personnalités qui bénéficient déjà d'une couverture médiatique. Contrairement aux « *petits candidats* »⁸, les acteurs institutionnels disposent d'une légitimité qui leur permet d'être invités sur les plateaux télévisés des grandes chaînes. La stratégie de mise en

visibilité médiatique est donc facilitée par la présence des acteurs politiques dans les institutions. Les opposants développent toutefois des techniques pour rompre avec les codes des médias et générer le conflit et le *spectacle*, ce qui peut également avoir des effets de médiatisation et d'amplification de leurs propos sur les différents canaux de communication. C'est le cas de la candidature de l'ouvrier Poutou aux présidentielles, mais c'est aussi le cas du Nouveau Front populaire qui s'est imposé dans le conflit politique et donc dans le débat public lors des législatives.

Troisièmement, on peut avoir un effet de *gatekeeping* c'est-à-dire que les médias fonctionnent comme un filtre qui garantit la *publicisation* (au sens de rendre public) de certains événements ou causes et pas d'autres. Ils imposent donc en un sens un agenda politique dont les priorités dépendent également des logiques du *newsmaking* impliquant des contraintes à la fois organisationnelles et économiques. La recherche de l'audience agit alors comme un facteur de dépolitisation et peut avoir des effets déformants. Dans le cas du traitement médiatique du Nouveau Front populaire, ses représentant·es sont souvent enfermés dans un périmètre étroit et dépolitisé où les tensions et les conflits entre les personnalités, les choix de casting et les logiques d'appareil priment sur le débat autour du programme et de la dynamique politique et militante du front unique.

LES STYLES POLITICO-MÉDIATIQUES DES DROITES EXTRÊMES

L'extrême droite a été souvent capable de tirer son épingle du jeu et d'exploiter sa connaissance des techniques du cadrage médiatique. Certaines études montrent que, afin de coconstruire la visibilité médiatique, le bloc identitaire a compris que politiser des questions liées à la sécurité et à l'immigration paraît extrêmement rentable. L'attention accordée au thème de la sécurité dans le discours des partis d'extrême droite répondrait en effet à la tendance des médias à préférer des nouvelles à caractère dramatique et émotionnel. Ces recherches montrent en outre que l'exposition des actions du bloc identitaire dans la presse est plus probable lorsqu'une intervention publique suscite des contre-mobilisations de la part d'autres acteurs politiques⁹. L'extrême

droite a en outre parfaitement intégré les exigences médiatiques liées à la personnalisation et à la surexposition de la figure du chef ou de la cheffe qui sont particulièrement en phase avec son idéologie et son historiographie. Dans son étude sur la visibilité médiatique de la droite populiste, Mazzoleni souligne en effet l'importance de la personnalisation du *leadership*, d'un langage politique simplifié et de la prédilection pour des cadrages conflictuels afin d'avoir prise sur un « *public domestique de plus en plus éloigné de la politique* »¹⁰. Le RN joue ainsi un rôle de mégaphone permettant la diffusion à large échelle des idées les plus périphériques.

Dans l'évolution des stratégies de l'extrême droite, on remarque enfin des phénomènes d'appropriation des répertoires propres à l'extrême gauche avec la création d'espaces culturels, de festivals, et jusqu'à la production de biens musicaux et vestimentaires, ou encore le recours à des actions de désobéissance civile spectaculaires comme dans le cas de l'occupation de la mosquée de Poitiers.

CRITIQUE COMPLICITÉ DES MÉDIAS ET RÉINFORMATION

Les études sur le complotisme montrent que les théories du complot peuvent s'inscrire dans une dynamique militante ou s'articuler à des expériences d'exclusion ou de souffrance sociale. Certaines communautés d'Internet, et notamment celles qui gravitent autour des figures de l'extrême droite antisémite et complotiste comme celles de Dieudonné ou d'Alain Soral, permettent précisément de s'adresser aux colères individuelles et collectives afin de promouvoir une idéologie réactionnaire¹¹. Cela passe par la construction médiatique de la « posture antisystème » reposant sur une logique de canalisation de la haine et de la peur du déclassement d'une partie de la société. L'une des composantes essentielles de ce discours complotiste est le thème de la décadence de l'Occident, perverti par le contact avec les ennemis, tour à tour désignés comme les juifs, Daech, Wall Street... Cela s'accompagne de la recherche d'un retour fantasmé à la grandeur et à



l'authenticité de la Nation.

Dans cette logique, l'exclusion de certaines figures de l'extrême droite de l'espace médiatique dominant est utilisée comme une preuve d'un système tout puissant que l'extrême droite essaierait de combattre. La critique des médias s'inscrit donc dans ce postulat complotiste qui justifie une activité de production de l'information « indépendante ». Si, pour les acteurs de la gauche, celle-ci vise à doter le public d'un esprit critique et autonome, à l'extrême droite, on parle plutôt de « réinformation », ce qui implique, sans surprise, une posture paternaliste de subordination du public.

Masculinistes, racistes, antiféministes, l'ensemble de ces sphères vise à homogénéiser des publics en ligne autour d'idées complotistes et réactionnaires. Ces communautés bénéficient des effets de chambre à écho qui renferment les individus dans des réseaux aux idées semblables en amplifiant et accentuant le niveau de fragmentation et de polarisation du débat public numérique¹².

La critique des médias et la fabrication de médias « antisystème » constitue donc désormais une composante importante dans la stratégie de positionnement des droites extrêmes et dans la propagation de leur idéologie. Celle-ci se fonde sur la recherche d'un ennemi commun qui constitue à la fois la cause de tous les maux de la société ainsi que le trait d'union de toutes les colères. Il n'y a aucune analyse structurelle et politique des causes de la misère sociale ni élaboration de solutions, mais uniquement une construction identitaire fondée sur un postulat raciste et susceptible d'être capitalisée, dans les urnes, par le vote pour le Rassemblement national.

LE DÉJÀ-LÀ DU FASCISME

Nous observons aujourd'hui l'articulation de deux processus : d'un côté, celui de radicalisation de la bourgeoisie (à travers les nouveaux jeux d'alliances entre la droite traditionnelle, l'extrême centre néolibéral et les acteurs postfascistes) et, de l'autre côté, la normalisation progressive du discours raciste dans l'espace public (notamment à travers la transmission répétée de messages visant à criminaliser et stigmatiser les « ennemis »). Ce discours est désormais nourri par une culture islamophobe qui traverse les courants politiques de la droite et du centre,

visant à isoler et à marginaliser les oppositions en leur assignant le stigmate du terrorisme ou de l'antisémitisme. Cela passe par des techniques de renversement sémantique dont la répétition sur plusieurs espaces de communication mène à l'oubli et à la perte des repères historiques nécessaires à l'interprétation des faits politiques. Au cours de la campagne électorale des européennes puis des législatives, le courant de la gauche anti-libérale représenté par La France insoumise ainsi que les courants de la gauche radicale révolutionnaire ont été discursivement fabriqués comme des organisations antisémites, faisant l'apologie du terrorisme. Cela s'est traduit non pas uniquement par des actes de diffamation publique sur les grands médias mais aussi par une véritable persécution judiciaire visant à faire peur aux militants engagés dans le mouvement pro-palestinien. Par ce même processus, les organisations traditionnellement antisémites qui ont commis puis nié la barbarie de la Shoah sont devenues les défenseurs institutionnels de la lutte contre l'antisémitisme, alimentant encore plus cette forme spécifique et structurante de racisme qui perdure dans toutes les sociétés. C'est l'expérience directe la plus proche de ce qu'un régime fasciste pourrait mettre en place : ceci devrait tous et toutes nous alerter, et provoquer une réaction massive pour la défense des libertés publiques et politiques, et pour un accès pluriel aux moyens de communication.

RECONSTRUIRE LA CULTURE DE LA GAUCHE POUR LUTTER CONTRE LE RN

Le premier enseignement que nous pouvons tirer est qu'il n'est pas possible d'élaborer une politique révolutionnaire sans se poser la question cruciale de sa diffusion et de sa réception au sein des masses populaires. Il faudra dès à présent réfléchir aux moyens de réparer la fracture spatiale entre les couches populaires rurales résidant dans les petites et moyennes villes de province et les quartiers populaires situés dans et autour des grandes villes. Ayant majoritairement voté pour le Nouveau Front populaire, ce deuxième pôle apparaît plus avancé dans le niveau de conscience et d'organisation collective. Cette idée est toutefois contrebalancée par les expériences des mobilisations récentes : les Gilets jaunes était un mouvement social implanté dans les zones périurbaines, et la mobilisation des retraités a connu une participation

inédite dans les petites villes. Dans cet esprit, et c'était déjà le cas dans la première phase de la mobilisation des Gilets jaunes, le mépris dont peuvent faire l'objet les électeurs et électrices du RN, moins diplômés et plus perméables à l'idéologie de la préférence nationale, peut conduire à une posture élitiste de la gauche. Or, si certaines bases sociales peuvent, à un moment donné, constituer une composante plus combative et résolue du prolétariat, la construction d'une hégémonie révolutionnaire ne peut pas faire abstraction de « la construction d'un bloc intellectuel-moral qui rende politiquement possible un progrès intellectuel de masse et non seulement de groupes d'intellectuels minoritaires »⁶. Ce processus est long, difficile, plein de contradictions, d'avancées et de reculs. Il y a actuellement un écart énorme entre notre théorie et le sens commun d'une grande partie de la population. Il faut que nos idées puissent imprégner la société, rentrer en phase avec les conditions de vie et les aspirations des masses populaires. Le travail de reconstruction d'une culture, d'une politique et d'une éthique de la classe, qui ne renonce pas à son caractère exigeant et radical, va être long et tortueux. Pour mener une guerre des idées contre l'extrême droite, il ne faudra pas renoncer à garder le lien, vivant et évolutif dans l'histoire, entre l'intellectuel-le et les couches subalternes. C'est précisément cette rupture qui se joue aujourd'hui. Il faudra alors déployer tous les outils à disposition, en luttant pour l'expression et la propagation de nos idées sur tous les terrains, médiatique, politique et surtout syndical. Les organisations des travailleurs et des travailleuses constituent des outils cruciaux pour l'unification du prolétariat. Le travail d'unité syndicale, ainsi que le renouvellement des cadres des fédérations et de leurs moyens d'expression et de communication sera l'un des autres grands enjeux dans la période.

LA REVENDICATION DU DROIT À LA COMMUNICATION

Dans la société actuelle, le contrôle sur la propriété des médias et leur niveau de concentration ainsi que la prise en compte des « luttes pour la visibilité »¹³, sont des éléments cruciaux qui ne peuvent pas être ignorés par les courants révolutionnaires. Il faudra mettre en avant les revendications sur le pluralisme des médias, la défense du droit à l'information et à la communication en tant que bien commun universel

nécessitant donc d'être soustrait au contrôle politique et à celui du patronat. Bien que réformistes, des solutions transitoires existent pour prévenir les risques du fascisme et son maintien au pouvoir via le verrouillage de la prise de parole publique et la censure. En Amérique latine, au début des années 2000, les gouvernements de gauche avaient proposé une série de réformes des médias qui peuvent nous inspirer. Elles visaient essentiellement une régulation de l'accès à la parole médiatique en garantissant la répartition entre une pluralité d'acteurs, publics, privés, associatifs, indigènes...

Cela pourrait constituer l'un des axes de travail du Nouveau Front populaire en association avec les médias indépendants et critiques qui se sont récemment mobilisés en ce sens. Au-delà des enjeux électoraux, il faudra se mobiliser pour garder l'unité de la gauche sociale, politique, syndicale et associative. Le front uni contre le fascisme peut ouvrir de nouvelles possibilités pour contrecarrer l'avancée des idées réactionnaires dans la société non pas uniquement avec une rhétorique du barrage, mais avant tout à travers un travail concret de reconstruction de la culture du communisme et des

communs contre le capitalisme prédateur et destructeur du vivant.

Nous sommes arrivé-es au bout de la logique macroniste du cordon sanitaire républicain contre l'extrême droite. La confrontation idéologique se jouera de plus en plus entre les deux pôles qui cristallisent deux visions du monde opposées : celle de l'autoritarisme libéral et raciste et celle de l'éco-socialisme, de la culture égalitaire et solidaire. Le Nouveau Front populaire devra donc se doter des moyens nécessaires pour instaurer une contre-hégémonie.

L'un des enseignements les plus importants du travail d'Antonio Gramsci est précisément de nous alerter sur le fait que les crises du capitalisme ne débouchent pas automatiquement sur les mouvements révolutionnaires. Cela demande un effort d'organisation et de préparation très important. Ainsi, face aux alliances des droites et des extrêmes droites, dans un contexte de résurgence des guerres inter-impérialistes et de pénurie des ressources, il faudra opposer un nouveau bloc historique. Il s'agira de faire travailler les forces progressistes, syndicales, politiques et associatives issues des organisations du monde ouvrier, de la jeunesse et des quartiers populaires. Le potentiel

révolutionnaire de ce nouveau front sera largement déterminé par sa capacité à unir ces « groupes subalternes » pour constituer une volonté collective agissante et mobilisée pour la transformation de la société. □

- 1) M. Horkheimer et T. W. Adorno (2013) 1^{re} édition 1974), La dialectique de la raison, Gallimard, p. 226.
- 2) G. Debord (1992), La société du spectacle, Gallimard.
- 3) A. Casilli (2019), En attendant les robots, Seuil.
- 4) A. Gramsci, Cahiers de prison, « Introduction à l'Étude de la philosophie », Cahier 11, 1932-1934.
- 5) A. Gramsci (2011), Guerre de mouvement et guerre de position, Textes choisis et présentés par Razmig Keucheyan, La Fabrique éditions.
- 6) A. Gramsci (2011), op. cit., p.102-105.
- 7) P. Bourdieu (1996), Sur la télévision, Raisons d'agir éditions.
- 8) P. Poutou, J. Salingue et B. Walylo (2023), Un petit candidat face aux grands médias, Libertalia.
- 9) P. Castelli Gattinara et C. Froio C (2018), « Quand les identitaires font la une : Stratégies de mobilisation et visibilité médiatique du bloc identitaire », Revue française de science politique, 68, 103-119, p. 113-114.
- 10) G. Mazzoleni, « Populism and the Media », dans D. Albertazzi, D. McDonnell (eds), Twenty-First Century Populism, p. 49-64, p. 52.
- 11) L. Raymond (2021), « De la colère à la haine dans les discours "antisystème" : la rhétorique du ressentiment chez Alain Soral », Quaderni [En ligne], 104|2021.
- 12) C. Morin, et J. Mésangeau (2022), « Les discours complotistes de l'antiféminisme en ligne », Mots. Les langages du politique, 130, 57-78.
- 13) O. Voirol (2005), « Les luttes pour la visibilité : Esquisse d'une problématique », Réseaux, 129-130, 89-121.

Pancarte contre les médias qui profitent du problème de l'islam, manifestation contre l'islamophobie appelée par plusieurs partis, syndicats et associations, Paris, 10 novembre 2019. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas



Riposte des quartiers contre le RN



PAR ÉDOUARD SOULIER ET LOUISA D

Fin juin et début juillet, sur fond de campagne électorale, se sont tenues les manifestations en mémoire de Nahel Merzouk, 17 ans, assassiné par la police en 2023, et Adama Traoré, 23 ans, assassiné par la gendarmerie en 2016.

Ces deux marches de soutien aux familles et en mémoire des victimes n'ont pas été des moments de mobilisation importants. Plusieurs centaines de personnes, alors que dans les deux affaires les assassins ne sont toujours pas devant la justice – probablement jamais dans le cas de Adama malgré les mobilisations et la ténacité de la famille. Par ailleurs, le meurtrier de Nahel est toujours millionnaire, la justice ayant tranché en sa faveur et pour la légalité de sa cagnotte. La dynamique de la campagne électorale et du développement massif du vote RN pose pourtant la question de l'importance des quartiers populaires dans la lutte contre les violences policières, le racisme et l'extrême droite. Lors des révoltes urbaines de 2023, l'une des mesures en région parisienne a été de bloquer tous les transports en commun le soir dans la banlieue de Paris, obligeant des milliers de personnes rentrant du travail à trouver des solutions. Cette punition collective est à l'image de ce que la classe dirigeante développe comme mépris : plus de « prise d'otages » comme lorsqu'il s'agit d'une grève mais le rappel permanent de la condition de subalterne qui leur est accolée.

Ce qui fait que les personnes racisées habitant les quartiers populaires sont bien conscientes de la dangerosité du RN. Tous les dispositifs de contrôle – utilisation de la BAC, amendes administratives, surarmement policier mais aussi la ségrégation spatiale (désert médical,

sous-investissement chronique dans les services publics et les infrastructures), sans compter les discriminations à l'embauche, à l'accès aux études, au logement, etc. – seront décuplées sous un régime RN. Ce n'est donc pas un hasard si, sur tous les derniers scrutins, les électeurs des QP ont voté de manière massive pour la gauche et notamment pour la LFI mais également pour faire « barrage » à l'arrivée du RN au pouvoir comme en 2022.

Les quartiers populaires sont la première cible de l'extrême droite et aussi des violences policières. Les liens entre la police et le RN sont importants. Les études de 2021 montrent que 50 % des membres des forces de l'ordre sont des électeurs RN et 70 % si on ne compte que la part active (sur le terrain). Il est très probable que ces chiffres soient plus hauts à l'heure actuelle. Ce soutien est même plus oralisé qu'auparavant. En février, la compagnie CRS 6 décore Bardella d'une médaille. Interpellé pour un tag anti-RN, un gardé à vue raconte comment tout le commissariat fait la promotion du RN : « *ici tout le monde vote Bardella* ». Un haut gradé de l'institution confiait à *Mediapart* qu'il craignait que ses « *hommes se lâchent* » devant les forts résultats électoraux du RN. Ces expressions se sont multipliées pendant la campagne.

Il est clair qu'il n'est pas nécessaire que le RN soit au pouvoir pour que la police soit en roue libre dans les quartiers mais encore plus d'impunité, plus de

harcèlement et plus de violences sont à craindre lorsque celui-ci a maintenant 150 députés et que ses discours racistes dominant.

Les mouvements de solidarité contre les violences policières racistes sont un pas pour mobiliser – les révoltes urbaines également – mais il faut développer un mouvement politique et antiraciste plus large et spécifiquement contre le RN. L'exemple de la mise en avant de son caractère raciste dans l'entre-deux tours a permis qu'il soit sur la défensive.

Il y a le potentiel pour développer la solidarité plus largement en incluant les familles des victimes mais aussi en englobant les questions antiracistes plus larges que la vérité et la justice pour les victimes. Dans la lignée de la colère contre l'assassinat de George Floyd en 2020, un début de riposte antiraciste (menée par le collectif Adama) a commencé à voir le jour. L'an dernier à la suite de la mort de Nahel une riposte timide mais unitaire incluant des syndicats a aussi donné lieu à des mobilisations autour de la date du 23 septembre. Enfin le mouvement de soutien au peuple palestinien contre son génocide a fait émerger une génération de militant-es qui fait largement écho et puise sa source dans le parallèle avec le racisme et le traitement des populations racisées ici et les palestiniennes là-bas. Le potentiel est là, il ne reste qu'à prendre ses responsabilités politiques. □